



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

RAPPORT TRIMESTRIEL
D'EXECUTION BUDGETAIRE
QUATRIEME TRIMESTRE 2018

FEVRIER 2019

www.budget.gouv.sn

SOMMAIRE

I. RESUME	2
II. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL.....	3
2.1 LES RESSOURCES INTERNES	3
2.2 LES RESSOURCES EXTERNES.....	4
III. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	6
3.1 LES DEPENSES ORDINAIRES.....	6
3.1.1 Dépenses de personnel.....	6
3.1.2 Autres dépenses courantes.....	7
3.2 DEPENSES EN CAPITAL	9
3.2.1 Dépenses sur ressources internes.....	9
3.2.2 Dépenses sur ressources extérieures.....	11
IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES	14
4.1 LE SERVICE DE LA DETTE ET LA SITUATION DES EMPRUNTS.....	14
4.2 LES OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)	14
4.2.1 Opérations du Fonds national de Retraites (FNR)	14
4.2.2 Autres opérations des comptes spéciaux du trésor.....	15
4.3 LES RESSOURCES DE DEPENSES DU SECTEUR PARAPUBLIC	15
V. ANNEXES.....	17
ANNEXE 1 : SITUATION DÉTAILLÉE D'EXÉCUTION DES RECETTES BUDGÉTAIRES	18
ANNEXE 2 : CONSOMMATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR INSTITUTION/MINISTÈRE ET PAR NATURE.....	19
ANNEXE 3 : TAUX D'ENGAGEMENT DES CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL PAR SECTION	25
ANNEXE 4 : RÉPARTITION DES CRÉDITS GLOBAUX DE FONCTIONNEMENT EXÉCUTÉS À FIN DÉCEMBRE 2018 ...	26
ANNEXE 5 : RÉPARTITION DES CRÉDITS GLOBAUX D'INVESTISSEMENT EXÉCUTÉS À FIN SEPTEMBRE 2018.....	29
ANNEXE 6 : SITUATION DES CONVENTIONS DE FINANCEMENT SIGNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2018.....	31

I. RESUME

Le présent rapport présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du quatrième trimestre 2018. Il s'inscrit dans le cadre du suivi infra-annuel de l'exécution des recettes et des dépenses prévues dans la loi de finances. Il vise à renforcer la gestion des finances publiques et à améliorer la crédibilité et la transparence du budget de l'État.

A la fin du quatrième trimestre 2018, le budget général de l'Etat est exécuté à hauteur de 2854,27 milliards FCFA en ressources et de 3510,63 milliards en dépenses, soit des taux respectifs de 98,0% et de 94,1% comparés aux crédits ouverts après la loi de finances rectificative (LFR) 2018.

Quant à l'exécution des comptes spéciaux du Trésor (CST), elle s'est établie à 117,79 milliards F CFA en ressources et 114,68 milliards en dépenses.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'exécution du budget¹ à la fin du quatrième trimestre 2018 (en milliards F CFA)²

Ressources / Recettes					Dépenses / Charges				
Catégories de ressources	LFR 2018 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)	Catégories de dépenses	LFR 2018 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)
Recettes budgétaires	2294,90	2294,90	2159,30	94,1%	Dettes publiques	882,0	882,0	829,71	94,1%
<i>Recettes fiscales</i>	2145,80	2145,80	1987,99	92,6%	<i>Intérêts</i>	263,2	263,2	253,73	96,4%
<i>Recettes non fiscales</i>	149,10	149,10	171,31	114,9%	<i>Amortissements</i>	618,8	618,8	575,98	93,1%
Dons budgétaires	37,00	37,00	19,52	52,8%	Masse salariale	683	683,0	681,88	99,8%
Recettes exceptionnelles	64,80	64,80	61,58	95,0%	Autres dépenses courantes	871,48	920,66	844,32	91,7%
<i>dont PPTE IADM</i>	64,80	64,80	61,58	95,0%	<i>Biens et services</i>	313,66	314,44	276,18	87,8%
					<i>Transferts courants</i>	557,82	606,22	568,14	93,7%
					Dépenses en capital sur ressources internes	709,92	729,88	540,86	74,1%
					<i>Exécutées par l'Etat</i>	142,54	146,78	96,09	65,5%
					<i>Transferts en capital</i>	567,38	583,10	444,77	76,3%
RESSOURCES INTERNES	2396,70	2396,70	2240,41	93,5%	DEPENSES SUR RESSOURCES INTERNES	3146,4	3215,54	2896,77	90,1%
Dons en capital	237,00	237,00	236,92	100,0%	Dépenses en capital sur ressources externes	517	517	613,87	118,7%
Tirages sur prêts projets	280,00	280,00	376,95	134,6%	<i>Dons en capital</i>	237	237	236,92	100,0%
					<i>Tirages sur prêts projets</i>	280	280	376,95	134,6%
RESSOURCES EXTERNES	517,00	517,00	613,87	118,7%	DEPENSES RESSOURCES EXTERNES	517	517	613,87	118,7%
RECETTES BUDGET GENERAL	2913,70	2913,70	2854,27	98,0%	DEPENSES BUDGET GENERAL	3663,40	3732,54	3510,63	94,1%
Comptes affectation spéciale	96,10	96,10	111,61	116,1%	Comptes affectation spéciale	96,10	96,10	113,43	118,0%
<i>dont FNR</i>	94,40	94,40	109,93	116,5%	<i>dont FNR</i>	94,40	94,40	112,28	118,9%
Comptes de commerce	0,15	0,15	0,00	0,0%	Comptes de commerce	0,15	0,15	0,00	0,0%
Comptes de prêts	13,75	13,75	6,18	44,9%	Comptes de prêts	13,75	13,75	1,25	9,1%
Comptes d'avances	0,80	0,80	0,00	0,0%	Comptes d'avances	0,80	0,80	0,00	0,0%
Compte de garanties et avals	0,50	0,50	0,00	0,0%	Comptes de garanties et avals	0,50	0,50	0,00	0,0%
RECETTES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,30	111,30	117,79	105,8%	DEPENSES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,30	111,30	114,68	103,0%
TOTAL RESSOURCES	3025,00	3025,00	2972,07	98,3%	TOTAL DEPENSES	3774,70	3843,84	3625,31	94,3%

¹ L'exécution du budget, pour ce qui est des dépenses, correspond ici à l'ordonnancement.

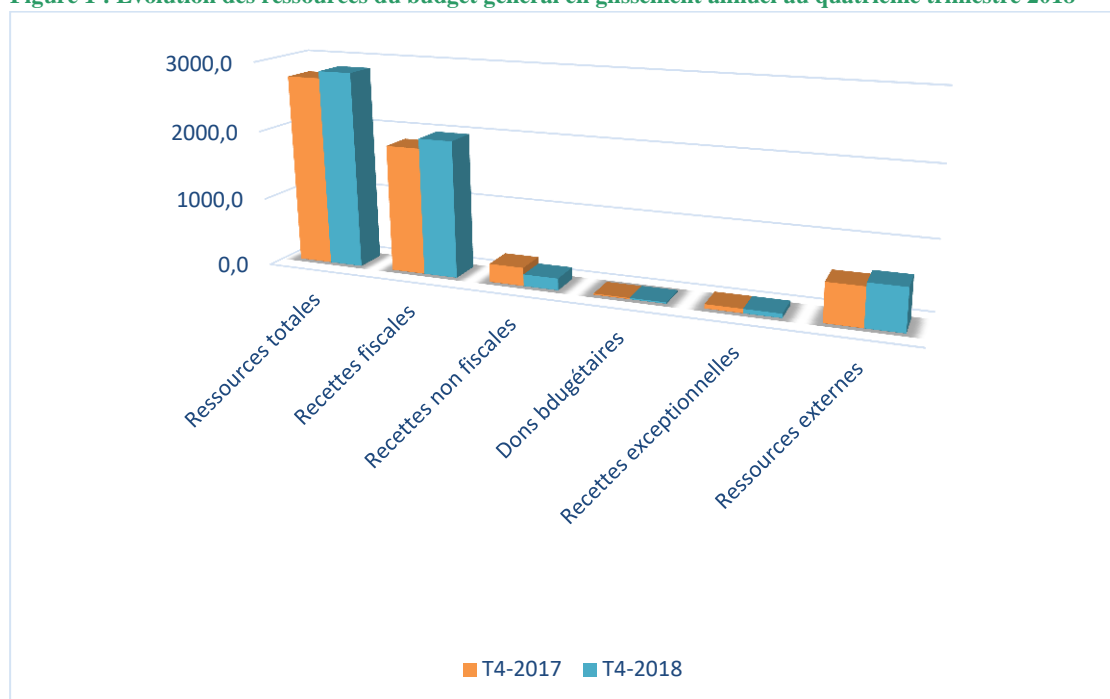
² Les situations d'exécution du budget sont tirées le 31 janvier 2019 marquant la fin de la période complémentaire

II. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources du budget général mobilisées, au 31 décembre 2018, s'élèvent à 2854,27 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 98,0% par rapport aux crédits ouverts, après la LFR 2018, de 2913,70 milliards. Elles sont composées pour l'essentiel de ressources internes (78% des ressources du budget général), notamment de recettes fiscales (89% des ressources internes).

Comparées à la même période de 2017, les ressources du budget général ont globalement connu une hausse de 102,8 milliards FCFA en valeur absolue et 3,7% en valeur relative. Cette évolution est essentiellement expliquée par des glissements annuels positifs de 143,0 milliards (+7,8%) des recettes fiscales et de 53,8 milliards (+9,8%) des ressources extérieures. Ces hausses ont été atténuées par une baisse des recettes non fiscales de 95,5 milliards (-35,9%).

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au quatrième trimestre 2018



Source : DEES/DGCP, DDP/DGCP et DCFE/DGB

2.1 LES RESSOURCES INTERNES

Les ressources internes du budget général recouvrées à fin décembre 2018 sont arrêtées à 2240,4 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 93,5% des prévisions de la LFR 2018 (2396,70 milliards F CFA).

Elles sont composées principalement de recettes fiscales recouvrées à hauteur de 1988,0 milliards FCFA et de recettes non fiscales pour un montant de 171,31 milliards. Les autres recettes internes sont constituées de dons budgétaires pour un montant de 19,52 milliards et de recettes exceptionnelles de 61,58 milliards obtenues à partir des économies réalisées au titre des initiatives PPTE et IADM³.

³ Pays pauvres très endettés (PPTE) et Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Par rapport à la même période de 2017, les ressources internes ont enregistré une légère hausse de 2,2% (+48,9 milliards FCFA) imputable aux recettes fiscales qui se sont améliorées de 7,8% (+143,0 milliards FCFA). La hausse des recettes fiscales est expliquée par les performances notées sur les impôts directs et les impôts indirects qui se sont appréciés respectivement de 15,2% et 4,3%.

Les impôts directs ont évolué en hausse grâce à la bonne tenue de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui a augmenté de 51,94 milliards FCFA, soit 19,9% en valeur relative. L'impôt sur les sociétés a évolué en légère hausse de 5,14 milliards (1,9%). La progression des ces impôts a été freinée par les contreperformances des recettes attendues des secteurs des télécommunications et des mines. Ces contreperformances sont consécutives aux importants programmes d'investissement mis en œuvre dans ces secteurs.

Quant aux impôts indirects, une nette progression a été tirée par la taxe sur la valeur ajoutée et les droits de douanes qui se sont accrus respectivement de 35,81 milliards et 25,47 milliards.

La hausse attendue des recettes fiscales a été atténuée par la baisse des recettes du fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP), affectées par la politique de maintien du prix à la pompe qui protège le consommateur face à une flambée du cours du baril de pétrole. A cela s'ajoute une baisse des recettes non fiscales comparativement à celles recouvrées en 2017. Cette baisse est imputable aux recettes diverses, qui ont évolué négativement de 55,3%, soit 104,6 milliards.

Tableau 2 : Situation d'exécution des recettes à la fin du quatrième trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

Catégories de recettes	T4_2017	LFR 2018	Objectif T4_2018	Recouvrement T4_2018	Taux d'exécution T4_2018	Evolution T4 2018/T4 2017	
						En milliards FCFA	En %
Recettes fiscales	1845,0	2145,8	2211,0	1988,0	90%	143,0	7,8%
Impôts directs	561,5	665,6	634,9	646,7	102%	85,3	15,2%
Impôts Indirects	1251,5	1480,2	1451,3	1305,3	90%	53,7	4,3%
Autres	32,0	0,0	124,8	36,0	29%	4,0	12,4%
Recettes non fiscales	267,2	149,1	117,0	171,3	146%	-95,9	-35,9%
Dons budgétaires	17,1	37,0		19,5		2,5	14,5%
Recettes exceptionnelles	62,18	64,8		61,58		-0,6	-1,0%
Total Recettes	2191,5	2396,7		2240,4	93,5%	48,9	2,23%

Source : DEES/DGCP/MEFP ; DDP/DGCP/MEFP

2.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Durant la gestion 2018, le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 613,865 milliards FCFA, réparti en emprunts pour 376,945 milliards dont un montant de 100,88 milliards FCFA a fait l'objet de rétrocession à des structures autonomes de l'Etat et 236,920 milliards en subventions. Ce montant total décaissé correspond à un taux d'exécution de 118,7 % par rapport aux prévisions annuelles de tirage (517 milliards FCFA) du budget consolidé d'investissement (BCI) de l'année 2018.

Comparativement à la même période de 2017 (560,019 milliards), les tirages ont augmenté de 53,846 milliards FCFA en valeur absolue et de 9,61 % en valeur relative.

Tableau 3 : Situation des décaissements sur ressources extérieures à la fin du quatrième trimestre 2018

Catégories de ressources	Décaissement T4-2017	LFR 2018	Décaissement T4-2018	Taux d'exécution T4-2018	Evolution T4 2018/T4 2017	
					En milliards FCFA	En %
Dons en capital	344,94	237	236,92	100%	- 08,02	-31,3%
Tirages sur prêts projets	215,07	280	376,95	135%	161,87	75,3%
Total	560,02	517	613,87	119%	53,85	9,6%

Source : DCFE/DGB/MEFP

Dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures, quarante-six (46) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers (PTF) au cours de l'année 2018 pour un montant total de 1029,462 milliards francs CFA dont 83,45 % sous forme de prêt. La liste détaillée des conventions signées est présentée en annexe 6.

Tableau 4 : Situation des conventions signées à la fin du quatrième trimestre 2018

	Cumul T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018	Cumul T4-2018	Evolution T4 2018/T4 2017	
							En valeur	En %
Montants des conventions signées	1396,68	265,02	82,59	446,44	235,41	1029,46	-367,22	-26,29%
<i>Subventions</i>	113,07	40,38	4,63	92,25	32,80	170,06	56,99	50,41%
<i>Emprunts</i>	1283,61	224,64	64,48	353,92	202,61	845,66	-437,95	-34,12%

DCFE/DGB/MEFP

III. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

3.1 LES DEPENSES ORDINAIRES

3.1.1 Dépenses de personnel

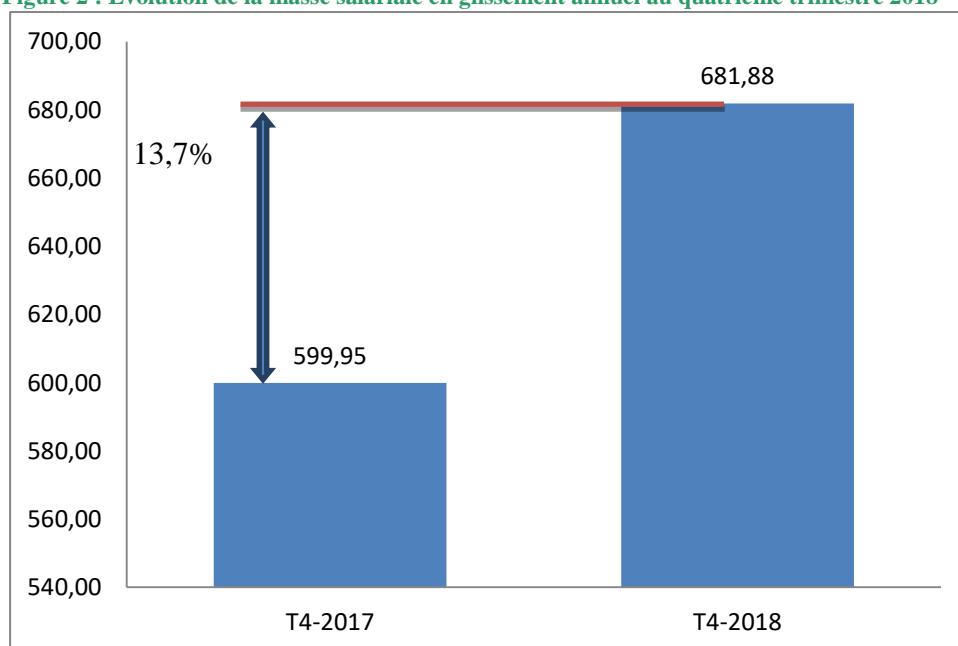
Au titre du quatrième trimestre de l'année 2018, les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 171,056 milliards FCFA. Comparées au trimestre précédent, ces dépenses ont baissé de 6,06 milliards, soit 3,4%. Cette évolution découle des diminutions des charges liées :

- aux rappels (intégrations, validations et avancements) dus aux enseignants ;
- aux éléments variables (primes et indemnités, heures supplémentaires, etc.);
- et à l'émission complémentaire (vacations administratives, indemnités kilométriques, etc.).

En fin décembre 2018, la masse salariale cumulée s'est ainsi établie à 681,88 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 99,8% par rapport à la prévision de la LFR pour l'année 2018, arrêtée à 683,22 milliards. Comparée au quatrième trimestre de 2017, la masse salariale a évolué de 13,7%, soit 81,93 milliards en valeur absolue. Cette hausse s'explique principalement par le paiement :

- des rappels (intégrations, validations et avancements) dus aux enseignants ;
- de la prime d'astreinte aux forces de défenses et de sécurité;
- des indemnités de représentation médicales et sociales aux médecins;
- des cotisations sociales et parts contributives de l'Etat engendrées par le paiement des rappels dus aux enseignants ;
- de la régularisation des indemnités de spécialisation médicale ;
- de la part contributive de l'Etat Fonds national de Retraites (FNR) engendrée par l'entrée en vigueur de la retraite complémentaire;
- et des mises en solde, particulièrement celles des professeurs et maitres contractuels.

Figure 2 : Evolution de la masse salariale en glissement annuel au quatrième trimestre 2018



La masse salariale reste dominée par les postes « solde de base » et « primes et indemnités » lesquels, au 31 décembre 2018, représentent respectivement 40,28% et 38,56% des dépenses de salaires. Leurs parts se sont appréciées par rapport au trimestre précédent au détriment des « Autres éléments de salaire », en raison des baisses des charges relatives aux paiements des rappels ainsi que de certaines primes et indemnités.

Tableau 5 : Evolutions des principaux postes de paie des salaires hors postes diplomatiques (en millions de F CFA)

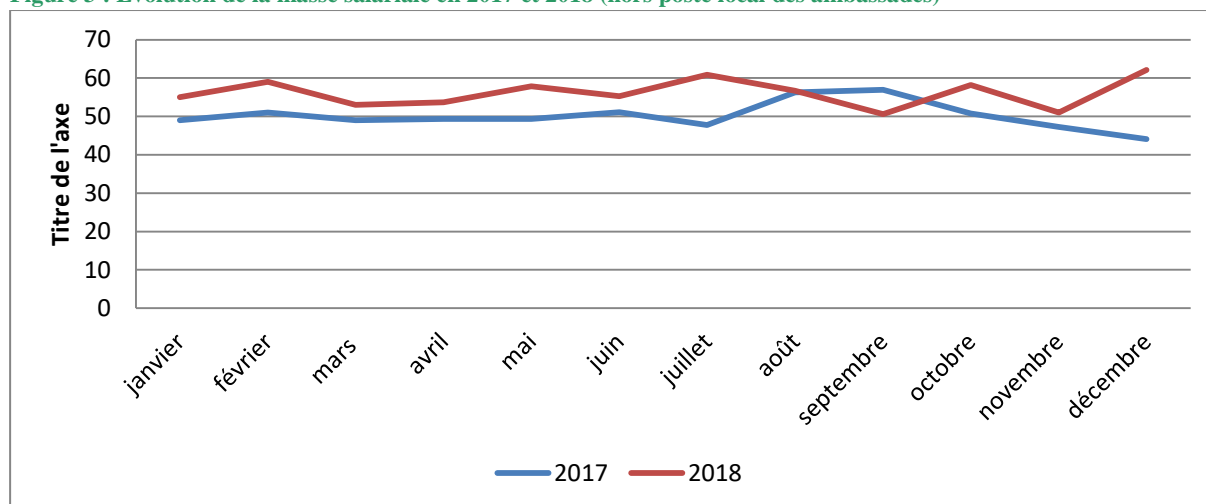
Principaux postes de paie	T4 année 2017		T3 année 2018		T4 année 2018	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Solde de base	63 543	46,84%	66 605	37,93%	68 428	40,28%
Primes et indemnités	55 784	41,12%	60 694	34,56%	65 495	38,56%
Autres éléments de salaire	16 332	12,04%	48 321	27,51%	35 945	21,16%
TOTAL	135 659	100%	175 620	100%	169 868	100,00%

Source : DSolde/DGB/MEFP.

Contrairement à l'année 2017, les dépenses de personnel ont globalement évolué en hausse au cours de l'année 2018, laquelle est marquée par d'importantes mesures prises par le Gouvernement, qui ont impacté significativement la masse salariale. Il s'agit, notamment :

- ✓ de l'application des accords conclus lors des négociations avec des organisations syndicales ;
- ✓ de l'entrée en vigueur de la retraite complémentaire qui revoit à la hausse la part contributive de l'Etat dans les cotisations sociales des agents de l'Etat au FNR.

Figure 3 : Evolution de la masse salariale en 2017 et 2018 (hors poste local des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MEFP.

3.1.2 Autres dépenses courantes

Les autres dépenses courantes comprennent les dépenses de fonctionnement (titre 3) et les transferts courants (titre 4).

En fin décembre 2018, les crédits ouverts pour les autres dépenses courantes s'élèvent à 920,66 milliards FCFA, dont 314,44 milliards FCFA pour le titre 3 et 606,22 milliards FCFA pour le titre 4.

Comparés à la situation du troisième trimestre 2018, ces crédits ont augmenté de 28,0 milliards FCFA, imputables aux transferts courants pour lesquels les crédits ont été abondés d'un montant de 28,26 milliards FCFA. Quant aux dépenses de fonctionnement, les crédits ouverts ont enregistré une légère baisse de 0,26 milliard.

Tableau 6 : Variation des crédits ouverts pour les autres dépenses courantes au cours du quatrième trimestre 2018 (en milliards FCFA)

Titres	Crédits ouverts T3 2018	Modifications	Crédits ouverts T4 2018
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	314,69	-0,26	314,44
Titre 4- Transferts courants	577,96	28,26	606,22
Total Fonctionnement	892,66	28,00	920,66

Source :SIGFIP/DGB/MEFP

La hausse des crédits ouverts au titre des transferts courants découle essentiellement d'un acte d'ouverture de crédits pris au mois d'octobre 2018, qui renforce les crédits de transferts courants d'un montant de 28,0 milliards FCFA. En plus de ce montant, les crédits ouverts au titre des transferts courants ont augmenté, au cours du quatrième trimestre, de 0,26 milliard par arrêté de virement de crédits déduits des dépenses de fonctionnement.

A la fin du mois de décembre 2018, le montant total des crédits utilisés de la réserve de gestion « fonctionnement » s'élève à 15,240 milliards FCFA, soit une exécution de la totalité des crédits prévus par la LFR 2018. Ces crédits tirés de la réserve de gestion ont servi à la prise en charge de nouvelles dépenses prioritaires et sensibles des différents services et structures de l'Etat, telles que détaillées dans l'annexe 4.

Tableau 7 : Situation des actes modificatifs des autres dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au cours du troisième trimestre de 2018 (en milliards FCFA)

ACTE	TITRE	Diminution (1)	Augmentation (2)	Modifications nettes (2-1)
ACTE REGLEMENTAIRE D'OUVERTURE DE CREDITS	Transferts courants	-	28,00	28,00
ARRETE DE TRANSFERT DE CREDITS	Dépenses de fonctionnement	5,45	5,45	-
	Transferts courants	13,10	13,10	-
ARRETE DE VIREMENT DE CREDITS	Dépenses de fonctionnement	5,86	5,60	0,26
	Transferts courants	7,60	7,86	0,26
TOTAL		32,01	60,01	28,00

Source :SIGFIP/DGB/MEFP

Le taux d'engagement des crédits ouverts pour les dépenses des titres 3 et 4 est globalement de 94,1% à la date du 31 décembre 2018, soit 866,04 milliards FCFA. Comparés à la même période de l'année dernière, les crédits engagés ont évolué à la hausse de 77,93 milliards FCFA, hausse imputable aux transferts courants qui ont progressé de 146,85 milliards au moment où les engagements sur les crédits de fonctionnement se sont repliés de 68,91 milliards. Toutefois, les crédits de fonctionnement présentent un niveau d'engagement relativement satisfaisant avec 94,7% des crédits ouverts.

Le niveau d'engagement globalement satisfaisant des crédits ouverts pour ces dépenses courantes est principalement porté par :

- ✓ le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation , qui a engagé près de 100% de ses crédits en raison notamment de l'engagement de l'intégralité des transferts courants effectué pour le paiement des bourses des étudiants et des subventions destinées aux établissements d'enseignement supérieur (publics et privés) ;
- ✓ le Ministère de l'Education nationale, avec un taux d'engagement des crédits de 97,7%. imputable aux crédits de fonctionnement (titre 3) dont plus des trois-quarts sont constitués de paiements des professeurs et maîtres contractuels ;
- ✓ le Ministère de la Santé et de l'Action sociale, dont le taux d'engagement est de 98,9%, imputable aussi bien aux dépenses de fonctionnement qu'aux transferts courants ;
- ✓ le Ministère de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, qui a mobilisé 99,5% de ses crédits, avec notamment le règlement de la totalité des fonds de dotation de la décentralisation (FDD) et du Fonds d'équipement des Collectivités locales (FECL).

Le montant des paiements à fin décembre 2018 s'élève à 829,46 milliards FCFA, soit 98,3% des montants ordonnancés, ce qui traduit une hausse de 5 points de pourcentage par rapport à la même période de 2017.

Tableau 8 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) à fin décembre 2018 (en milliards FCFA)

Titres	Prévisions LFR 2018 (1)	Crédits ouverts 2018 (2)	Engagement				Liquidation			
			Fin trim.4 2017 (3)	Fin trim.4 2018 (4)	Ecart 2018/2017 (4-3)	Tx. Engagement 2018 (4/2)	Fin trim.4 2017 (5)	Fin trim.4 2018 (6)	Ecart 2018/2017 (6-5)	Tx. Liqu. (6/1)
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	313,66	314,44	366,54	297,63	-68,91	94,7%	349,18	276,24	-72,94	92,8%
Titre 4- Transferts courants	557,82	606,22	421,56	568,41	146,85	93,8%	421,44	568,14	146,71	100,0%
Total	871,48	920,66	788,10	866,04	77,93	94,1%	770,61	844,38	73,77	97,5%

Source : Extrait du SIGFIP au 31 janvier 2019

Tableau 9 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) à fin décembre 2018 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	Fin trim.4 2017 (7)	Fin trim.4 2018(8)	Ecart 2018/2017 (8-7)	Tx. Ordonnancement (8/1)	Fin trim.4 2017 (9)	Fin trim.4 2018(10)	Ecart 2018/2017 (4-3)	Tx. Paiement
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	356,55	276,06	-80,49	99,9%	329,22	263,32	-65,91	95,4%
Titre 4- Transferts courants	422,70	568,13	145,43	100,0%	418,29	566,14	147,85	99,6%
Total	779,24	844,19	64,94	100,0%	747,51	829,46	81,94	98,3%

Source : Extrait du SIGFIP au 31 janvier 2019

3.2 DEPENSES EN CAPITAL

3.2.1 Dépenses sur ressources internes

Au cours du quatrième trimestre de 2018, les crédits ouverts au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes ont été réduits de 15,00 milliards FCFA par rapport au

trimestre précédent pour s'établir à 729,88 milliards à fin décembre 2018. Cette révision à la baisse concerne essentiellement les transferts en capital qui ont connu une diminution de 13,55 milliards.

Tableau 10 : Variation des crédits ouverts pour les dépenses en capital au cours du quatrième trimestre 2018

Titres	Crédits ouverts T3 2018	Modifications	Crédits ouverts T4 2018
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	148,23	-1,45	146,78
Titre 6- Transferts en capital	596,65	-13,55	583,10
Total Investissement	744,88	-15,00	729,88

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

La variation des crédits ouverts au titre des transferts en capital découle d'une diminution de 14,09 milliards FCFA par arrêtés d'annulation de crédits et d'une augmentation 0,55 milliard par arrêtés de virement de crédits.

Tableau 11 : Situation des actes modificatifs des autres dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au cours du quatrième trimestre de 2018

ACTE	TITRE	Diminution (1)	Augmentation (2)	Modifications nettes (2-1)
ARRETE D'ANNULATION DE CREDITS	Investissements exécutés par l'état	-0,91	-	-0,91
	Transfert en capital	-14,09	-	-14,09
ARRETE DE TRANSFERT DE CREDITS	Investissements exécutés par l'état	-0,35	0,35	-
	Transfert en capital	-13,57	13,57	-
ARRETE DE VIREMENT DE CREDITS	Investissements exécutés par l'état	-1,79	1,25	-0,55
	Transfert en capital	-0,65	1,20	0,55
TOTAL		-31,36	16,36	-15,00

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Les crédits exécutés au cours du quatrième trimestre 2018 au titre de la réserve de gestion « investissement » s'élèvent à un montant de 665,939 millions FCFA, répartis entre différents programmes et projets de développement, tels que détaillés dans l'annexe 5. Ils représentent un taux d'exécution de 88,5% des crédits restants de la réserve gestion (752,647 millions FCFA), après l'exécution du troisième trimestre.

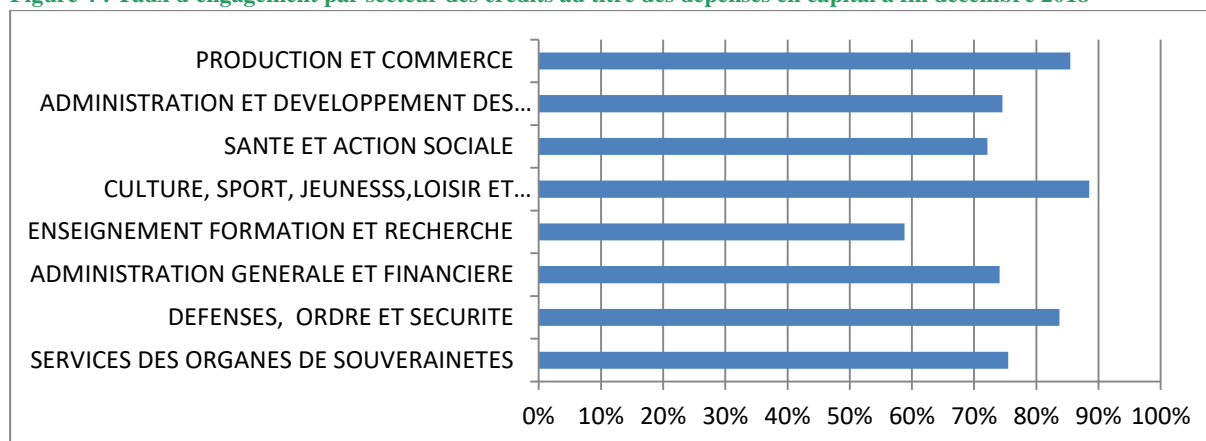
Le taux d'engagement des crédits ouverts sur les dépenses d'investissement financés sur ressources internes est de 76,7% à la fin du quatrième trimestre de 2018, pour un montant de 559,60 milliards FCFA. Aussi bien pour les dépenses du titre 5 que celles du titre 6, le niveau des crédits engagés se situe en dessous de 80% des crédits ouverts, avec respectivement 78,3% et 76,3%.

Tableau 12 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) à fin décembre 2018 (en milliards FCFA)

Titres	LFR 2018	Crédits ouverts 2018 (2)	Engagement				Liquidation			
			Fin trim.4 2017 (3)	Fin trim.4 2018 (4)	Ecart20 18/2017 (4-3)	Tx. Engagement 2018 (4/1)	Fin trim.4 2017 (3)	Fin trim.4 2018 (4)	Ecart20 18/2017 (6-5)	Tx. Liquidation (6/1)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	142,54	146,78	122,64	114,91	-7,73	78,3%	88,45	96,10	7,65	83,6%
Titre 6- Transferts en capital	567,38	583,10	559,92	444,77	-115,14	76,3%	559,92	444,77	-115,14	100,0%
TOTAL	709,92	729,88	682,56	559,69	-122,87	76,7%	648,37	540,87	-107,49	96,6%

Comme indiqué par la figure 4 ci-dessous, les secteurs « production et commerce » et « Culture, sport, jeunesse, loisirs et communication » ainsi que « Défenses, ordre et sécurité » réalisent les taux d'engagement les plus élevés, avec respectivement 85%, 89% et 84% des crédits ouverts à fin décembre 2018. Ces niveaux relativement satisfaisants ont été atténués par les secteurs « Enseignement, formation et recherche », « Santé et action sociale » et « Administration et développement des infrastructures », avec respectivement des engagements de 59%, 72% et 75% de leurs crédits ouverts.

Figure 4 : Taux d'engagement par secteur des crédits au titre des dépenses en capital à fin décembre 2018



Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Le montant des paiements à fin décembre 2018 s'élève à 535,99 milliards FCFA, soit 99,1% des montants liquidés, niveau imputable aux transferts en capital qui sont presque mobilisés à 100% des montants liquidés.

Tableau 13 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) à fin décembre 2018 (suite)

Titres	Liquidation				Ordonnancement				Paiement			
	Fin trim.3 2017 (3)	Fin trim.3 2018 (4)	Ecart 2018/2017 (6-5)	Tx. Liq. (6/1)	Fin trim.3 2017 (7)	Fin trim.3 2018 (8)	Ecart 2018/2017 (8-7)	Tx. Ord. (8/1)	Fin trim.3 2017 (7)	Fin trim.3 2018 (8)	Ecart 2018/2017 (4-3)	Tx. Pment
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	64,78	96,10	7,65	84%	88,65	96,09	7,44	100%	85,78	91,54	5,76	95,3%
Titre 6- Transferts en capital	487,36	444,77	-115,14	100%	559,92	444,77	-115,14	100%	558,32	444,45	-113,87	99,9%
TOTAL	552,14	540,87	-107,49	97%	648,57	540,86	-107,70	100%	644,10	535,99	-108,11	99,1%

Source : Extrait du SIGFIP au 31 janvier 2019

3.2.2 Dépenses sur ressources extérieures

Les ressources extérieures ordonnancées, en cumul au quatrième trimestre de 2018 (613,87 milliards FCFA), sont essentiellement consacrées à l'exécution des projets d'investissement pour un montant de 513,18 milliards dont un montant de 13,73 milliards a été exécuté au titre des opérations de préinvestissements et un montant de 449,45 milliards FCFA au titre des investissements proprement dits. Par ailleurs, un montant de 100,69 milliards a fait l'objet de rétrocession à des entités du secteur parapublic.

Tableau 14 : Situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures au quatrième trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

	Emprunts	Subventions	Total
Projets d'investissement	280,74	232,44	513,17
<i>Pré-investissement</i>	5,05	8,68	13,73
<i>Exécution proprement dite</i>	275,69	223,76	499,45
Rétroc, avals & garanties	96,21	4,48	100,69
Total	376,95	236,92	613,87

Source : DCFE/DGB/MEFP

A fin décembre 2018, les dépenses en capital sur ressources extérieures ont dépassé les prévisions initiales de 517 milliards FCFA du BCI de l'année, pour se situer à 613,87 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 118,7%. Ce taux est expliqué par d'importants décaissements réalisés au titre des projets relevant des secteurs quaternaire et tertiaire, dépassant les prévisions annuelles respectives de 145,63 milliards et 90,95 milliards pour s'établir à 267,26 milliards et 147,82 milliards. Ces secteurs enregistrent ainsi respectivement des taux d'exécution de 183,5% et 162,5%. Ces performances ont été amoindries par les faibles niveaux d'exécution enregistrés par les projets des secteurs secondaire et primaire, situés à hauteur de 68,3% et de 72,5%.

Tableau 15: Situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures par secteur à fin décembre 2018 (en milliards FCFA)

Secteurs	Prévisions	Exécutions	Taux d'exécution
PRIMAIRE	169,09	122,54	72,5%
SECONDAIRE	111,33	75,99	68,3%
TERTIAIRE	90,95	147,82	162,5%
QUATERNAIRE	145,63	267,26	183,5%
Total	517	613,87	118,7%

Source : DCFE/DGB/MEFP

Le niveau d'exécution des ressources extérieures pour le « secteur quaternaire » est principalement porté par la mise en œuvre des projets des sous-secteurs :

- ✓ « Hydraulique urbaine – assainissement », notamment le projet de construction de la troisième usine de traitement d'eau à Keur Momar Sarr et ses renforcements en aval (KMS3) ;
- ✓ « Développement social », notamment le programme d'appui aux filets sociaux et des projets qui n'étaient pas prévus par le BCI sur financement extérieure ;
- ✓ « Santé et nutrition » porté par le plan stratégique de lutte contre le SIDA, le Programme Paludisme et autres endémies, le Programme santé maternelle infantile, ainsi que le Projet de financement de la santé et de la nutrition.
- ✗ « Education et formation », tiré par le Projet amélioration de la qualité et de l'équité au niveau de l'éducation de base (PAQEED) ; le Programme d'appui à l'insertion et à la formation professionnelle et le Projet de construction de collèges de proximité (Matching USAID-PDEF). A cela s'ajoutent des dépenses réalisées par des projets pour lesquels il n'a pas été prévu de financement extérieur.

S'agissant du secteur tertiaire, à l'exception des sous-secteurs du tourisme et des transports aériens, le niveau d'exécution des ressources extérieures a été globalement satisfaisant. Le taux d'exécution est tiré essentiellement par les projets des transports routiers et ferroviaires qui s'élèvent respectivement à 434% et 109% des prévisions initiales.

Le faible niveau d'exécution noté dans le secteur primaire est dû principalement aux décaissements relativement bas, voire nuls, enregistrés au niveau d'importants projets du sous-secteur agriculture. Il s'agit notamment du Programme de développement agricole durable et de sécurité alimentaire (42%) ; du projet d'acquisition de matériel agricole (0%) et du Projet de lutte contre l'émigration et de création d'emplois ruraux pour les jeunes au Sénégal (59%), contrairement au projet Natal Mbay qui a enregistré d'importants décaissements.

Dans le « secteur secondaire », il est également noté des taux d'exécution relativement bas pour les projets qui totalisent plus des deux tiers des prévisions initiales. Il s'agit du :

- ✓ Second Compact MCA Sénégal / Energie avec un taux d'exécution de 71% ;
- ✓ Projet de mise en place d'une centrale photovoltaïque interconnectée à la ZESI de Dakar/Promotion des énergies renouvelables (4%);
- ✓ Projet d'électrification de 177 villages par des mini centrales photovoltaïques solaires (3%) ;
- ✓ Projet Energie OMVG (Barrage de Sambangalou) (58%).

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

4.1 LE SERVICE DE LA DETTE ET LA SITUATION DES EMPRUNTS

Les ordonnancements effectués au titre de la dette publique, sur la période allant du 01 septembre au 31 décembre 2018, se chiffrent provisoirement à 210,91 milliards de FCFA dont 129,11 milliards de FCFA pour la dette intérieure et 81,80 milliards pour la dette extérieure. Ce service ordonnancé pour un montant de 210,91 milliards de FCFA intègre les économies réalisées au titre des initiatives PPTE et IADM pour un montant de 19,90 milliards de FCFA.

Le montant ordonnancé au 31 décembre 2018 au titre du service de la dette (dette de maturité supérieure à un an) s'élève à 829,71 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 94,1% des prévisions de la LFR 2018 arrêtées à 882,0 milliards FCFA.

Comparé à l'année 2017, le service de la dette a évolué en hausse de 91,24 milliards FCFA, soit 12,4%. Cette hausse est imputable au service de la dette extérieure qui a augmenté de 92,98 milliards (+36,3%) au moment où celui de la dette intérieure a enregistré une légère baisse de 1,74 milliards (-0,4%).

Tableau 16 : Situation d'exécution des paiements au titre du service de la dette à la fin du quatrième trimestre de 2018 (en milliards FCFA)

	LFR 2018	Cumul T4 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	Cumul T4 2018
TOTAL DETTE PUBLIQUE	882,00	738,47	189,26	256,02	173,52	210,91	829,71
Total dette intérieure	494,25	482,65	119,70	153,33	78,77	129,11	480,91
dette intérieure en capital	395,25	381,93	92,15	139,80	60,79	110,25	402,99
charges dette intérieure	99	100,72	27,55	13,53	17,98	18,86	77,92
Total dette extérieure	387,75	255,82	69,56	102,69	94,75	81,80	348,80
dette extérieure en capital	223,55	122,69	38,84	57,06	40,91	36,18	172,99
charges dette extérieure	164,2	133,13	30,72	45,63	53,84	45,62	175,81

Source : DDP/DGCP/MEFP

S'agissant des émissions de titres publics, le Sénégal n'est pas intervenu sur le marché domestique durant le quatrième trimestre de l'année 2018. En effet, le besoin de l'année a été complètement couvert par l'eurobond émis en mars 2018.

4.2 LES OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)

4.2.1 Opérations du Fonds national de Retraites (FNR)

La situation d'exécution du Fonds national de Retraites fait ressortir, au 31 décembre 2018, une nette amélioration du solde, comparativement à la même période de l'année passée. Le solde du FNR s'est établi, à fin décembre 2018, à -2,35 milliards FCFA, alors qu'à la même période de l'année 2017, le solde se situait à -7,40 milliards.

Cette réduction conjoncturelle du déficit s'explique notamment par :

- les recettes générées par le régime complémentaire de retraite ;
- les régularisations de cotisations de l'Etat et des structures employant du personnel en position de détachement ;
- les rappels d'avancement dus aux enseignants.

Tableau 17: Situation d'exécution du FNR à fin décembre 2018 (en milliards FCFA)

	T4 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018
Crédit (en milliards F CFA)	93,64	24,79	50,13	83,05	109,93
Débit (en milliards F CFA)	101,04	24,95	46,98	83,80	112,28
Solde du FNR	-7,40	-0,16	3,15	-0,7473	-2,35

Source : DEES/DGCPT/MEFP

Le rapport cotisants/allocataires, bien que supérieur à 1, n'est pas encore suffisant pour garantir la couverture des dépenses par les recettes. Il se situe en moyenne à 1,5 cotisant pour 1 allocataire au quatrième trimestre 2018, alors que la norme généralement admise pour l'équilibre des régimes de retraite est de 3 cotisants pour 1 allocataire.

Tableau 18 : Effectifs des cotisants et allocataires du FNR au cours de l'année de 2018 (en milliards FCFA)

	T1 2018			T2 2018			T3 2018			T4 2018		
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	novembre	décembre
Nombre de cotisants	95 860	97 133	97 416	97 909	98 423	98 751	99 323	99 475	100 083	101 107	102 741	111 720
Nombre Allocataires	66 866	67 060	67 075	66 995	67 180	66 272	66 379	66 781	67 131	67 350	67 495	67 722
Cotisants/allocataires	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6

Source : Dir Pensions/DGB/MEFP

4.2.2 Autres opérations des comptes spéciaux du trésor

Les autres opérations des comptes spéciaux du Trésor affichent globalement un solde positif de 5,46 milliards FCFA à la fin du mois de décembre 2018, contre un excédent de 6,06 milliards FCFA un an auparavant.

Tableau 19 : Situation d'exécution des autres comptes spéciaux du Trésor à la fin du quatrième trimestre

	T4_2017	T4_2018	Ecart 2018/2017
Crédit (en milliards FCFA)	9,76	7,86	-1,90
Débit (en milliards FCFA)	3,69	2,40	-1,29
Solde	6,06	5,46	-0,61

Source : DEES/DGCPT/MEFP

4.3 LES RESSOURCES DE DEPENSES DU SECTEUR PARAPUBLIC

L'analyse de l'exécution budgétaire du secteur parapublic (établissements publics, agences d'exécution, Fonds et autres structures similaires ou assimilées) bénéficiant de transferts du budget général de l'Etat à la date du 31 décembre 2018 a porté sur 88 organismes publics autonomes, répartis ainsi qu'il suit :

- 50 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 21 établissements publics de santé ;
- 17 établissements d'enseignement supérieur public et centres des œuvres universitaires.

Le budget cumulé de ces unités extrabudgétaires est arrêté à 1425,056 milliards FCFA, répartis entre fonctionnement (540,326 milliards, soit 37,92% du montant total) et investissement (884,730 milliards, soit 62,08 %).

Les subventions de l'Etat, prévues pour un montant de 455,237 milliards FCFA, abondent le budget à hauteur de 31,95%. Dans ce cadre, les transferts courants sont projetés à 161,954 milliards, représentant 29,97% des crédits de fonctionnement. Les transferts en capital constituent 33,15% du budget d'investissement, soit un montant de 293,283 milliards.

Les prévisions pour la prise en charge de la masse salariale sont évaluées à 139,807 milliards FCFA, représentant 25,87% du budget de fonctionnement et 9,81% du budget total. La masse salariale représenterait 45,79 % du budget de fonctionnement et 11,74% du budget global si l'on exclut le Fonds de Soutien à l'Energie (FSE).

Tableau 20 : Composition du budget des 88 organismes du secteur public (en milliards FCFA)

Etablissements	BUDGET			TRANSFERTS ETAT			PART Trans./Budget
	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	
Agences et structures administratives similaires ou assimilées	392,807	855,085	1 247,891	76,146	275,021	351,166	28,14%
Etablissements publics de Santé (EPS)	56,495	12,559	69,054	11,853	5,030	16,883	24,45%
Etablissements d'Enseignement supérieur public et Centres des Œuvres universitaires	91,024	17,087	108,111	73,955	13,232	87,187	80,65%
TOTAL	540,326	884,730	1 425,056	161,954	293,283	455,237	31,95%

Source : DSP/DGCPT/MEFP

Au terme du quatrième trimestre 2018, un montant de 887,735 milliards FCFA a été mobilisé pour l'ensemble des 88 organismes suivis, **soit 62,29% des prévisions**. Les réalisations des subventions de l'Etat se situent à 63,29%, représentant une mobilisation de 287,682 milliards.

Les subventions de fonctionnement connaissent une exécution de 86,79% des prévisions, soit une mobilisation de 140,561 milliards FCFA. Quant aux transferts en capital, ils se situent à 147,121 milliards, soit une exécution de 50,16% des prévisions.

Le taux d'absorption des crédits s'établit à 59,49%, soit une consommation globale de 847,892 milliards FCFA.

Les paiements opérés au titre des dépenses de personnel s'élèvent à 129,399 milliards, soit 91,84% des crédits ouverts.

Tableau 21 : Exécution du budget des 88 organismes du secteur public suivis au quatrième trimestre 2018 (en milliards FCFA)

Etablissements	Fonctionnement		Investissement		Total	
Agences et structures administratives similaires ou assimilées	282,164	71,83%	462,114	54,04%	744,278	59,64%
Etablissements publics de Santé (EPS)	45,451	80,45%	6,749	53,74%	52,200	75,59%
Etablissements d'Enseignement supérieur public et Centres des Œuvres universitaires	85,746	94,20%	5,511	32,25%	91,257	84,41%
TOTAL	413,360	76,50%	474,374	53,62%	887,735	62,29%

Source : DSP/DGCPT/MEFP

V. ANNEXES

ANNEXE 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes budgétaires

(selon la nomenclature du Manuel des statistiques des finances publiques 2011) au 31 décembre 2018 (en FCFA)

Nature de la recette	CUMUL AU 30 SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	TRIM_4_2018	CUMUL 2018
A1 RECETTES	1 602 352 953 697	156 722 565 414	186 926 799 928	465 261 485 399	808 910 850 740	2 411 263 804 437
A11 Recettes fiscales	1 404 424 244 668	145 545 805 216	148 814 324 522	289 204 994 455	583 565 124 193	1 987 989 368 861
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	465 691 933 258	30 041 227 057	27 549 272 166	78 895 295 365	136 485 794 588	602 177 727 846
A1111 A la charge des personnes physiques	217 199 211 452	23 223 294 690	20 961 251 052	51 088 670 354	95 273 216 096	312 472 427 548
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	242 264 942 374	6 125 402 074	5 975 859 042	26 276 855 319	38 378 116 435	280 643 058 809
A1113 Non ventilables	6 227 779 432	692 530 293	612 162 072	1 529 769 692	2 834 462 057	9 062 241 489
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	3 557 354 584	534 796 272	494 809 584	695 691 530	1 725 297 386	5 282 651 970
A113 Impôts sur le patrimoine	32 442 455 475	2 046 515 829	1 984 404 192	2 795 223 543	6 826 143 564	39 268 599 039
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	3 306 878 533	375 878 389	160 120 376	331 439 390	867 438 155	4 174 316 688
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	29 135 576 942	1 670 637 440	1 824 283 816	2 463 784 153	5 958 705 409	35 094 282 351
A114 Impôts sur les biens et services	682 638 631 061	84 980 184 902	90 003 962 503	158 696 744 261	333 680 891 666	1 016 319 522 727
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	497 487 188 249	63 919 817 462	68 604 383 030	126 503 636 885	259 027 837 377	756 515 025 626
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	483 612 043 105	56 551 251 312	68 416 578 029	126 403 501 764	251 371 331 105	734 983 374 210
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	0	0	0	0	0	0
A1142 Accises	110 744 655 573	12 794 246 659	13 520 519 014	19 849 617 962	46 164 383 635	156 909 039 208
A1144 Taxes sur des services déterminés	0	0	0	0	0	0
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	24 497 136 134	2 564 197 548	2 995 929 310	3 240 852 062	8 800 978 920	33 298 115 054
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	7 856 135 581	856 306 890	1 052 356 220	1 303 474 682	3 212 137 792	11 068 273 373
A11452 Autres	16 641 000 553	1 707 890 658	1 943 573 090	1 937 377 380	5 588 841 128	22 229 841 681
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	194 798 611 890	25 180 000 000	24 700 000 000	44 290 000 000	94 170 000 000	288 968 611 890
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	194 798 611 890	25 180 000 000	24 700 000 000	44 290 000 000	94 170 000 000	288 968 611 890
A1152 Taxes à l'exportation	0	0	0	0	0	0
A116 Autres recettes fiscales	25 295 258 400	2 763 081 156	4 081 876 077	3 832 039 756	10 676 996 989	35 972 255 389
A13 Dons	104 654 355 489	6 520 000 000	6 520 000 000	134 266 966 840	147 306 966 840	251 961 322 329
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	104 654 355 489	6 520 000 000	6 520 000 000	130 052 392 306	143 092 392 306	247 746 747 795
A1311 Courants	15 309 577 480	0	0	0	0	15 309 577 480
A1312 En capital	89 344 778 009	6 520 000 000	6 520 000 000	130 052 392 306	143 092 392 306	232 437 170 315
A132 Reçus d'organisations internationales	0	0	0	4 214 574 534	4 214 574 534	4 214 574 534
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0	0	0	0	0
A14 Autres recettes	93 274 353 540	4 656 760 198	31 592 475 406	41 789 524 104	78 038 759 707	171 313 113 247
A141 Revenu de la propriété	56 101 358 324	1 550 430 735	14 158 805 813	4 460 084 941	20 169 321 489	76 270 679 813
A1411 Intérêts	284 487 805	0	0	0	0	284 487 805
A1412 Dividendes	32 106 543 917	0	0	0	0	32 106 543 917
A1415 Loyers	23 710 326 602	1 550 430 735	14 158 805 813	4 460 084 941	20 169 321 489	43 879 648 091
A142 Ventes de biens et services	7 892 886 579	846 329 463	761 194 458	854 324 401	2 461 848 322	10 354 734 901
A1422 Droits administratifs	7 866 746 559	846 329 463	760 751 458	836 196 401	2 443 277 322	10 310 023 881
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	26 140 020	0	443 000	18 128 000	18 571 000	44 711 020
A143 Amendes, pénalités et confiscation	0	0	0	0	0	0
A145 Recettes diverses non identifiées	29 280 108 637	2 260 000 000	16 672 475 135	36 475 114 762	55 407 589 896	84 687 698 533

Source : DEES/DGCPT/MEFP

ANNEXE 2 : Consommation des crédits budgétaires par institution/ministère et par nature

à fin décembre 2018 (en millions FCFA)

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modifications	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2						
Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	9 544,4	8 928,0	8 055,4	90%	7980	7942	7835	-107
Présidence de la République	Investissements exécutés par l'état	0,0	1 852,9	1 844,6	100%	1845	1845	1838	-7
Présidence de la République	Transfert en capital	46 100,0	29 877,1	12 418,4	42%	12418	12418	12418	0
Présidence de la République	Transferts courants	21 283,3	30 054,9	25 070,3	83%	25070	25070	25070	0
Assemblée Nationale	Transfert en capital	1 700,0	400,0	200,0	50%	200	200	200	0
Assemblée Nationale	Transferts courants	14 074,5	14 093,5	14 074,5	100%	14075	14075	14075	0
Conseil Economique, Social et Environnemental	Transfert en capital	100,0	100,0	100,0	100%	100	100	100	0
Conseil Economique, Social et Environnemental	Transferts courants	6 102,1	6 402,1	6 402,1	100%	6402	6402	6402	0
Conseil Constitutionnel	Transfert en capital	100,0	722,0	697,0	97%	697	697	697	0
Conseil Constitutionnel	Transferts courants	836,3	836,3	836,3	100%	836	836	836	0
Cour Suprême	Transfert en capital	50,0	50,0	50,0	100%	50	50	50	0
Cour Suprême	Transferts courants	771,1	771,1	771,1	100%	771	771	771	0
Cour des Comptes	Transfert en capital	1 300,0	1 450,0	650,0	45%	650	650	650	0
Cour des Comptes	Transferts courants	2 636,9	2 636,9	2 636,9	100%	2637	2637	2637	0
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	Transfert en capital	1 000,0	1 450,0	1 000,0	69%	1000	1000	1000	0
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	Transferts courants	6 300,0	6 300,0	6 300,0	100%	6300	6300	6300	0
Primature	Dépenses de fonctionnement	1 784,0	1 792,6	1 720,3	96%	1700	1700	1512	-188
Primature	Investissements exécutés par l'état	920,0	1 092,6	748,5	69%	748	748	428	-321
Primature	Transfert en capital	20 000,0	25 290,7	24 715,7	98%	24716	24716	24716	0
Primature	Transferts courants	8 980,3	13 875,3	13 470,1	97%	13470	13470	13437	-33
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	25 706,1	29 082,3	28 825,7	99%	13807	9636	9636	0
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Investissements exécutés par l'état	1 319,5	2 627,2	2 613,7	99%	351	351	351	0
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Transfert en capital	4 300,0	1 650,0	300,0	18%	300	300	300	0
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Transferts courants	4 938,1	4 667,2	3 714,1	80%	3450	3411	3411	0
Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	34 928,8	41 441,1	40 595,6	98%	38766	38765	38078	-687
Ministère des Forces Armées	Investissements exécutés par l'état	21 408,8	31 468,7	24 085,0	77%	21205	21205	18177	-3028
Ministère des Forces Armées	Transfert en capital	26 861,5	31 486,5	29 486,5	94%	29486	29486	29486	0
Ministère des Forces Armées	Transferts courants	3 285,7	3 665,3	3 598,7	98%	3599	3599	3599	0
Ministère de l'Intérieur	Dépenses de fonctionnement	13 767,9	17 025,4	16 613,6	98%	15705	15310	14682	-628
Ministère de l'Intérieur	Investissements exécutés par l'état	9 780,0	11 818,0	8 925,0	76%	7588	7588	7010	-578
Ministère de l'Intérieur	Transfert en capital	34 174,0	21 004,0	16 879,0	80%	16879	16879	16879	0
Ministère de l'Intérieur	Transferts courants	14 055,9	14 055,9	11 200,4	80%	11200	11200	11200	0
Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	8 193,6	8 712,9	8 479,6	97%	8305	8300	7579	-721
Ministère de la Justice	Investissements exécutés par l'état	6 266,0	6 476,0	5 115,9	79%	3610	3610	3207	-403

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modification	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2						
Ministère de la Justice	Transfert en capital	1 100,0	300,0	0,0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Justice	Transferts courants	2 399,8	2 383,8	1 656,2	69%	1656	1656	1656	0
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	Dépenses de fonctionnement	1 119,8	1 148,2	1 048,9	91%	930	906	768	-138
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	Investissements exécutés par l'état	248,0	366,2	366,2	100%	325	325	210	-115
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	Transferts courants	365,2	400,2	398,3	100%	398	398	398	0
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	Dépenses de fonctionnement	186,4	199,3	198,4	100%	195	195	185	-10
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	Investissements exécutés par l'état	200,0	174,3	172,1	99%	167	165	147	-18
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	Transfert en capital	10 526,4	9 451,4	9 338,2	99%	9338	9338	9338	0
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	Transferts courants	1 000,0	1 100,0	1 100,0	100%	1100	1100	1100	0
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Dépenses de fonctionnement	903,2	917,8	889,2	97%	852	852	759	-94
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Investissements exécutés par l'état	349,5	674,3	671,8	100%	645	644	600	-44
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Transferts courants	896,6	996,6	996,6	100%	997	997	997	0
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	Dépenses de fonctionnement	346,8	346,7	334,3	96%	332	332	312	-20
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	Investissements exécutés par l'état	380,0	227,4	227,3		200	200	173	-27
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	Transferts courants	300,0	200,0	200,0	100%	200	200	200	0
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Dépenses de fonctionnement	584,1	487,1	450,6	93%	437	437	422	-16
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Investissements exécutés par l'état	4 171,7	3 589,5	3 059,1	85%	1867	1863	1683	-180
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Transfert en capital	14 871,4	11 430,1	8 467,7	74%	8468	8468	8468	0
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Transferts courants	5 075,6	5 075,6	4 627,7	91%	4628	4628	3885	-742
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Dépenses de fonctionnement	299,4	306,5	283,9	93%	259	259	255	-4
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Investissements exécutés par l'état	800,0	437,4	309,7	71%	265	265	231	-34
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transfert en capital	126 070,0	143 469,3	123 689,3	86%	123689	123689	123689	0
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transferts courants	6 500,0	7 850,0	6 750,0	86%	6750	6750	6750	0
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	Dépenses de fonctionnement	1 395,1	1 292,3	1 065,2	82%	1038	1038	999	-38

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modification	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2						
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Investissements exécutés par l'état	3 442,2	3 121,7	1 850,7	59%	1689	1585	1509	-76
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Transfert en capital	41 841,9	61 797,8	56 330,5	91%	56331	57280	56331	-949
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Transferts courants	26 207,1	26 304,1	25 351,1	96%	25351	25351	25351	0
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	12 037,0	13 136,1	10 977,7	84%	9997	9994	8485	-1509
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	16 110,6	19 620,9	15 258,9	78%	14367	14361	13481	-880
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Transfert en capital	40 019,6	38 423,2	31 032,4	81%	31032	31032	31032	0
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	Transferts courants	8 823,7	9 285,5	9 086,5	98%	9086	9086	9086	0
Ministère du Pétrole et des Énergies	Dépenses de fonctionnement	501,5	653,5	531,0	81%	494	494	429	-65
Ministère du Pétrole et des Énergies	Investissements exécutés par l'état	136,5	178,5	147,0	82%	143	143	138	-5
Ministère du Pétrole et des Énergies	Transfert en capital	19 009,0	12 742,0	6 480,8	51%	6481	6481	6481	0
Ministère du Pétrole et des Énergies	Transferts courants	3 624,7	4 242,8	3 259,3	77%	3259	3259	3259	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	Dépenses de fonctionnement	410,1	467,9	455,6	97%	395	395	393	-3
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	Investissements exécutés par l'état	124,0	380,0	356,5	94%	336	336	327	-10
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	Transfert en capital	1 937,0	1 317,0	682,0	52%	682	682	682	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	Transferts courants	2 432,9	2 975,5	2 520,5	85%	2521	2521	2521	0
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Dépenses de fonctionnement	393,9	322,6	302,3	94%	289	288	280	-9
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements exécutés par l'état	2 243,2	2 008,2	685,6	34%	610	610	610	0
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Transfert en capital	50 031,4	13 180,7	5 504,4	42%	5504	5504	5504	0
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Transferts courants	10 668,6	6 148,8	6 123,8	100%	6124	6124	6124	0
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	Dépenses de fonctionnement	138,2	146,3	121,1	83%	114	114	95	-19
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	Transfert en capital	4 170,0	2 965,0	2 410,0	81%	2410	2410	2410	0
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	Transferts courants	1 811,2	1 574,2	1 486,0	94%	1486	1486	1486	0
Min. Tourisme	Dépenses de fonctionnement	404,1	624,8	311,7	50%	282	282	263	-19
Min. Tourisme	Investissements exécutés par l'état	185,0	438,0	435,3	99%	348	347	251	-97
Min. Tourisme	Transfert en capital	5 205,0	3 067,5	1 427,5	47%	1428	1428	1428	0
Min. Tourisme	Transferts courants	3 110,0	2 060,0	1 408,0	68%	1408	1408	1408	0
Ministère de l'Éducation Nationale	Dépenses de fonctionnement	74 809,8	74 413,7	73 401,2	99%	72641	72568	68886	-3682
Ministère de l'Éducation Nationale	Investissements exécutés par l'état	9 952,7	11 058,8	9 395,8	85%	7426	7426	6873	-553
Ministère de l'Éducation Nationale	Transfert en capital	6 306,8	5 584,8	3 699,4	66%	3699	3699	3699	0
Ministère de l'Éducation Nationale	Transferts courants	7 819,9	6 319,9	5 510,2	87%	5510	5510	4360	-1150
Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	3 674,4	7 860,1	2 342,5	30%	2316	2316	2293	-24
Ministère des Sports	Investissements exécutés par l'état	7 492,0	4 967,8	4 586,3	92%	4429	4429	3220	-1209
Ministère des Sports	Transfert en capital	500,0	1 050,0	850,0	81%	850	850	850	0
Ministère des Sports	Transferts courants	540,3	989,3	804,0	81%	804	804	784	-20

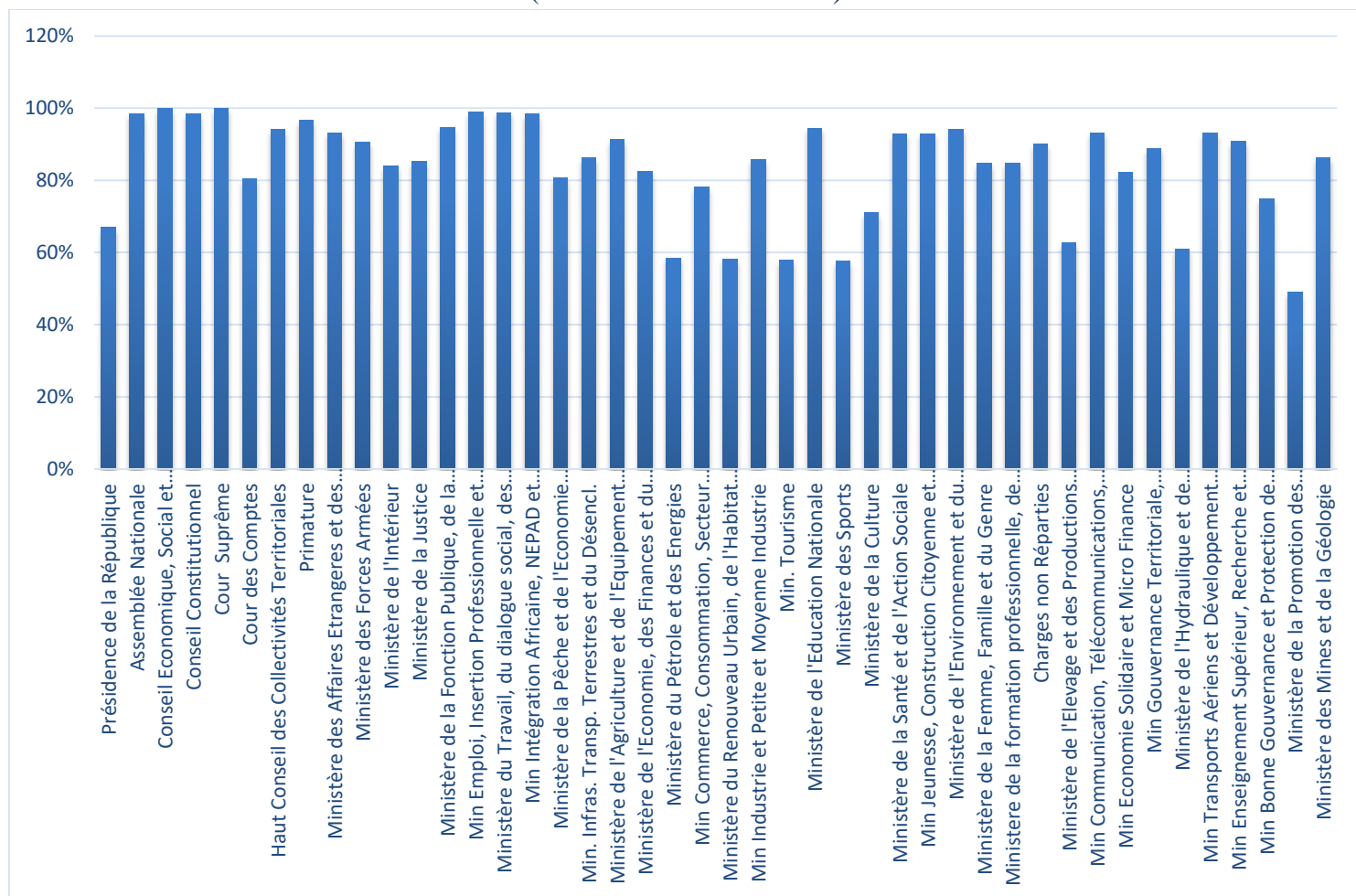
Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modifications		Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2	-2						
Ministère de la Culture	Dépenses de fonctionnement	315,1	242,9	220,0	91%	195	195	189	-6	
Ministère de la Culture	Investissements exécutés par l'état	710,0	761,0	760,9	100%	604	604	604	0	
Ministère de la Culture	Transfert en capital	9 336,0	3 184,6	1 574,8	49%	1575	1575	1575	0	
Ministère de la Culture	Transferts courants	6 598,8	7 193,6	5 522,1	77%	5522	5522	5522	0	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	9 430,9	14 109,4	13 545,0	96%	13287	13253	12777	-475	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements exécutés par l'état	20 130,6	17 184,2	14 107,1	82%	10761	10711	9581	-1130	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Transfert en capital	12 800,0	11 122,8	8 716,1	78%	8716	8716	8393	-323	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Transferts courants	43 835,8	43 585,8	43 540,6	100%	43541	43541	43530	-11	
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	Dépenses de fonctionnement	649,6	452,1	350,6	78%	263	263	245	-18	
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	Investissements exécutés par l'état	742,2	311,0	163,3	53%	163	143	142	-1	
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	Transfert en capital	2 500,0	1 600,0	1 600,0	100%	1600	1600	1600	0	
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	Transferts courants	1 226,9	1 226,9	1 223,4	100%	1223	1223	1205	-18	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Dépenses de fonctionnement	4 324,9	4 080,1	3 886,5	95%	3783	3774	3630	-144	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements exécutés par l'état	3 668,3	4 444,8	4 095,2	92%	3986	3979	3913	-66	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Transfert en capital	1 475,0	1 247,0	1 157,0	93%	1157	1157	1157	0	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Transferts courants	1 147,0	1 577,0	1 534,0	97%	1534	1534	1534	0	
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Dépenses de fonctionnement	1 097,0	969,9	922,8	95%	906	906	879	-26	
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Investissements exécutés par l'état	2 033,6	2 301,1	1 965,0	85%	1811	1808	1627	-180	
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Transfert en capital	2 500,0	850,0	500,0	59%	500	500	500	0	
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	Transferts courants	474,4	689,4	689,4	100%	689	689	689	0	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Dépenses de fonctionnement	6 699,6	7 275,0	7 196,3	99%	6987	6987	5970	-1017	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Investissements exécutés par l'état	4 300,0	3 204,3	2 165,7	68%	1289	1289	1272	-17	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transfert en capital	3 170,0	3 735,0	2 450,0	66%	2450	2450	2450	0	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transferts courants	2 176,7	2 151,7	2 070,1	96%	2070	2070	2070	0	
Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	93 467,5	70 545,1	67 569,7	96%	67484	67468	66197	-1271	
Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	23 000,0	93,7	0,0	0%	0	0	0	0	
Charges non Réparties	Transfert en capital	49 770,8	26 201,3	23 206,9	89%	23207	23207	23207	0	
Charges non Réparties	Transferts courants	46 360,0	129 886,6	113 562,7	87%	113563	113563	113563	0	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Dépenses de fonctionnement	1 015,6	927,3	915,0	99%	908	908	876	-33	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Investissements exécutés par l'état	3 645,5	3 520,6	2 361,3	67%	1992	1990	1816	-174	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Transfert en capital	2 896,0	3 466,7	1 480,4	43%	1480	1480	1480	0	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Transferts courants	529,1	529,1	529,1	100%	529	529	529	0	

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modification	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2						
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	Dépenses de fonctionnement	360,6	260,1	206,4	79%	157	157	130	-26
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	Investissements exécutés par l'état	570,0	604,1	500,3	83%	417	417	374	-43
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	Transfert en capital	4 500,0	5 135,0	5 120,0	100%	5120	5120	5120	0
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	Transferts courants	7 482,4	8 562,4	7 746,8	90%	7747	7747	7747	0
Min Economie Solidaire et Micro Finance	Dépenses de fonctionnement	290,8	340,8	262,7	77%	150	149	148	-2
Min Economie Solidaire et Micro Finance	Investissements exécutés par l'état	479,0	852,1	555,4	65%	491	491	446	-45
Min Economie Solidaire et Micro Finance	Transfert en capital	1 020,0	520,0	500,0	96%	500	500	500	0
Min Economie Solidaire et Micro Finance	Transferts courants	510,0	510,0	510,0	100%	510	510	510	0
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	Dépenses de fonctionnement	344,2	343,3	241,1	70%	234	234	218	-16
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	Investissements exécutés par l'état	1 372,0	627,7	308,0	49%	308	308	264	-44
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	Transfert en capital	33 200,0	34 254,7	25 815,0	75%	25815	25815	25815	0
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	Transferts courants	44 671,7	45 411,7	45 274,8	100%	45275	45275	45275	0
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Dépenses de fonctionnement	432,6	377,7	352,6	93%	351	351	339	-12
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements exécutés par l'état	2 554,0	1 750,3	574,1	33%	574	516	516	0
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	34 485,4	34 535,9	20 014,0	58%	20014	20127	20014	-113
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transferts courants	4 907,4	5 063,4	4 507,4	89%	4507	4507	4507	0
Min Transports aériens et Développement des Infrastructures aéroportuaires	Dépenses de fonctionnement	170,0	197,0	176,8	90%	92	92	86	-6
Min Transports aériens et Développement des Infrastructures aéroportuaires	Investissements exécutés par l'état	300,0	299,8	263,6	88%	214	207	139	-68
Min Transports aériens et Développement des Infrastructures aéroportuaires	Transfert en capital	5 400,0	1 700,0	1 375,0	81%	1375	1375	1375	0
Min Transports aériens et Développement des Infrastructures aéroportuaires	Transferts courants	3 320,0	3 386,0	3 386,0	100%	3386	3386	3386	0
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Dépenses de fonctionnement	3 531,0	3 939,5	3 721,5	94%	3623	3622	3464	-158
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Investissements exécutés par l'état	6 409,0	6 534,9	4 733,1	72%	3902	3902	3653	-249
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transfert en capital	40 471,0	31 292,5	13 675,0	44%	13675	14108	13675	-433
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	Transferts courants	134 071,8	172 195,9	171 986,5	100%	171986	171986	171979	-7
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	Dépenses de fonctionnement	544,6	553,3	517,9	94%	486	486	472	-14
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	Investissements exécutés par l'état	790,0	555,6	423,7	76%	419	417	339	-78
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	Transfert en capital	1 600,0	975,0	325,0	33%	325	325	325	0
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	Transferts courants	2 327,3	2 327,3	2 040,5	88%	2040	2040	2040	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du	Dépenses de fonctionnement	257,5	260,2	183,7	71%	145	145	136	-9

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modifications	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
			-2						
développement des Téléservices de l'Etat									
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Investissements exécutés par l'état	291,8	299,2	245,2	82%	235	233	233	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Transfert en capital	2 300,0	4 774,0	700,0	15%	700	700	700	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Transferts courants	6 375,0	6 322,6	4 583,9	73%	4584	4584	4584	0
Ministère des Mines et de la Géologie	Dépenses de fonctionnement	259,1	259,1	221,4	85%	220	220	206	-14
Ministère des Mines et de la Géologie	Investissements exécutés par l'état	1 029,0	857,5	750,2	87%	681	666	600	-66
Ministère des Mines et de la Géologie	Transfert en capital	247,0	247,0	157,0	64%	157	157	157	0
Ministère des Mines et de la Géologie	Transferts courants	326,6	333,6	333,6	100%	334	334	334	0

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section

(A fin décembre 2018)



ANNEXE 4 : Répartition des crédits globaux de fonctionnement exécutés à fin décembre 2018

Bénéficiaires	Objet	Montant
Ministère des sports	« Cabinet du Ministre en charge du sport » pour la prise en charge des frais de stage de l'équipe nationale de Hand-Ball du Sénégal	60 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Ambassade du Sénégal à Washington » pour un montant de quatre-vingt-quinze millions cinq cent mille (95 500 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits de ladite ambassade	95 500 000
	« Ambassade du Sénégal à Riyad » pour un montant de quarante millions (40 000 000) FCFA, destiné au renforcement des capacités opérationnelles et moyens d'action de ladite ambassade	40 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Direction des Systèmes d'Information (DGID) » destiné au renforcement des capacités de la DSI de la DGID, dans un contexte où l'informatique doit jouer un grand rôle dans la modernisation des procédures fiscales (projet E-tax, Hackathon, etc.)	25 000 000
Ministère de la communication	« Direction de la Communication » pour prendre en charge les besoins urgents en fonctionnement de la Maison de la Presse	200 000 000
Charges non réparties	« Autres charges non réparties » pour prendre en charge l'apurement des arriérés et la contribution du Sénégal au titre de 2018 à l'Initiative Africaine Concertée sur les Réformes Budgétaires (CABRI)	68 263 309
Ministère des forces armées	« Direction Intendance » pour la prise en charge des frais de mission à l'extérieur du pays conformément au décret n° 2017-1371 du 27 juin 2017, portant réglementation des déplacements à l'étranger des agents de l'Etat et fixant les taux des indemnités de mission	75 676 645
Ministère des affaires étrangères	« Consulat du Sénégal à Marseille » destiné au renforcement des capacités opérationnelles et moyens d'action dudit consulat	10 000 000
Ministère de la Gouvernance Territoriale,	« Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) » destiné à la prise en charge des dépenses liées à l'organisation de la conférence nationale sur l'aménagement et l'attractivité du territoire	290 000 000
Ministère de la culture	« Secrétariat Général de la Biennale » pour un montant de deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions sept cent quatre-vingt-seize mille (299 796 000) de FCFA, à l'effet de porter la dotation de 2018 à 500 000 000 FCFA conformément aux instructions du Chef de l'Etat	299 796 000
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	« Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement » du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, pour prendre en charge les frais liés à la participation du Sénégal au forum Mondial de l'eau « Brasilia 2018 » dont : * cinquante-six millions (56 000 000), sont destinés aux droits de licence obligatoire ; * trois cent millions (300 000 000) FCFA, pour la prise en charge toutes les dépenses liées à la participation effective du Sénégal audit Forum	356 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Bureau économique de Ottawa » destiné à couvrir les dépenses liées à l'organisation du Forum économique par le bureau économique de l'Ambassade du Sénégal au Canada	30 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Unité de Coordination et de Suivi des politiques économiques », pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA, destiné à la contribution du Sénégal aux activités du Centre régional d'Assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest	300 000 000
Charges non réparties	« Agence judiciaire de l'Etat » pour prendre en charge le règlement en procédure contentieuse de dossiers de la Direction générale des douanes (DGD).	280 716 000
Primature	« Cabinet du Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du suivi du PUDC », pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA ;	300 000 000
Ministère de l'emploi et insertion professionnelle	« Cabinet du Ministre de l'Emploi, de l'Insertion professionnelle et de l'Intensification de la main d'œuvre », pour un montant de cent millions (100 000 000) FCFA ;	100 000 000
Ministère des infrastructures	« Cabinet du Ministre délégué auprès du ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, chargé du Développement du réseau ferroviaire », pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA ;	300 000 000
Ministère de l'agriculture	« Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural, chargé de l'Accompagnement et de la Mutualisation des organisations paysannes.», pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA ;	300 000 000
Ministère du travail	« Cabinet du Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les institutions », pour un montant de cent millions (100 000 000) FCFA ;	100 000 000
Ministère du nouveau	« Cabinet du Ministre du nouveau urbain, de l'Habitat et du cadre de Vie », pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA ;	300 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Direction des engagements internationaux et des organisations non gouvernementales » pour couvrir les charges de fonctionnement du représentant du Sénégal à la Cour pénale internationale (CPI).	75 000 000
Ministère de l'intérieur	« Direction Générale des Elections », pour un montant de neuf cent quatre-vingt-cinq millions (985 000 000) FCFA, pour la prise en charge des dépenses d'élection	985 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement (DAGE) – Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan », pour un montant de vingt millions (20 000 000) FCFA, pour le règlement des frais de réception et d'hébergement.	20 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Ambassade du Sénégal en Russie », pour un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA, pour le compte du bureau économique du Sénégal à Moscou, pour renforcer les dépenses de fonctionnement dudit bureau	15 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Ambassade du Sénégal à Mascate (Sultanat d'Oman) », pour un montant de quarante-cinq millions (45 000 000) FCFA, pour la prise en charge adéquate des dépenses de fonctionnement de ladite ambassade	45 000 000
Ministère de	Direction de la Solde, pour un montant de soixante douze millions (72 000 000) FCFA	72 000 000

Bénéficiaires	Objet	Montant
l'Economie, des Finances et Plan	Direction du Contrôle Budgétaire (DCB), pour un montant de trente millions deux cent vingt-six mille six cent cinquante-deux (30 226 652) FCFA	30 226 652
	Direction des Pensions, pour un montant de soixante quatorze millions (74 000 000) FCFA	74 000 000
	Direction de la Programmation Budgétaire (DPB), pour un montant de cinquante cinq millions deux cent soixante-onze mille quatre cent cinquante trois (55 271 453) FCFA ;	55 271 453
Ministère du tourisme	« Direction Générale de l'Administration et de l'Equipelement » du Ministère du Tourisme, pour un montant de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, pour renforcer les dépenses de fonctionnement de la DAGE.	25 000 000
Ministère du pétrole et des énergies	« Cellule des Etudes et de la Planification » du Ministère du Pétrole et de l'Energie, pour un montant de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, pour la prise en charge adéquate des dépenses de fonctionnement de ladite cellule.	25 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Direction centrale des marchés publics », pour le renforcement des crédits de ladite direction	38 639 725
du Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Francophonie	« Cabinet du Ministre » du Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Francophonie, pour un montant de cinquante millions (50 000 000) FCFA destiné à renforcer le fonctionnement dudit cabinet	50 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Ambassade du Sénégal à Paris » destiné au renforcement des capacités opérationnelles et moyens d'action de ladite ambassade.	82 500 000
Ministère des affaires étrangères	« Direction Administration Générale Equipement » pour la prise en charge des dépenses d'élection dans les représentations diplomatiques	350 000 000
Ministère des forces armées	« Centre administratif de la gendarmerie nationale » pour un montant de quatre cent millions (400 000 000) FCFA, destiné à la prise en charge de l'alimentation des corps de troupe sur le terrain et des frais de mission à l'intérieur du pays;	400 000 000
	« Centre technique de la gendarmerie nationale » pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA, pour l'acquisition de carburant suite à l'augmentation du parc automobile pour faciliter le déplacement des troupes dans les différents théâtres d'opérations.	300 000 000
Ministères du pétrole et des énergies	« GES-PETROGAZ », pour la prise en charge adéquate des dépenses de fonctionnement dudit comité de gestion	200 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Direction de la Dette publique » pour un montant de onze millions six cent vingt-quatre mille cent soixante-six (11 624 166) FCFA, destiné à la prise en charge de dépenses liquidées et non ordonnancées de la gestion 2017.	11 624 166
Ministère de l'Environnement	Pour un montant de cent trente sept millions trois cent soixante dix mille (137 370 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement des structures du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et prendre en charge les frais d'organisation de la conférence sur le développement durable	60 370 800
Ministère de l'Environnement		70 000 000
Ministère de l'Environnement		7 000 000
Ministre du Commerce, Secteur informel	« Caravane des Petites et Moyennes Entreprises », pour un montant de cent millions (100 000 000) de francs CFA, destiné à la prise en charge de l'organisation de la caravane des Petites et Moyennes Entreprises (PME), édition 2018	100 000 000
Ministère de l'Environnement	« Comité national du Comité inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CONACILSS) », pour un montant de vingt millions (20 000 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits de ladite structure	20 000 000
	« Agence Nat. des Eco-Villages », pour un montant de soixante millions (60 000 000) FCFA, destiné à la prise des salaires des agents qui émargeaient dans le projet Ecovillage PNUD FEM, reversés dans l'effectif de ladite agence	60 000 000
Chargés non répartis	« Mise en œuvre des réformes budgétaires », pour un montant de vingt-cinq millions sept cent mille (25 700 000) FCFA, pour appuyer la cellule des études et de la réglementation dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des réformes de l'UEMOA	25 700 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Direction de la Comptabilité publique », pour un montant de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, destiné à la réalisation d'un certain nombre d'actions relatives aux réformes de la comptabilité de l'Etat notamment le complément du cadre légal et réglementaire et l'inventaire du patrimoine de l'Etat	25 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Trésorerie générale », pour un montant de vingt-huit millions cinq cent quatre-vingt-dix mille (28 590 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits de ladite structure	28 590 000
Présidence de la République	« Cabinet » de la Présidence de la République, destiné à la prise en charge des dépenses relatives au rapatriement des compatriotes par le Comité National chargé de la gestion de la situation des Réfugiés, Rapatriés et Personnes Déplacées (CNRRPD).	175 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Recette générale du Trésor » pour renforcer les crédits de ladite structure.	16 000 000
Ministère de l'Environnement	« Direction de l'Environnement et des Etablissements classés » pour un montant de cinquante millions (50 000 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits de fonctionnement de ladite direction.	50 000 000
Chargés non répartis	« Autres charges non réparties » pour un montant de cinquante millions (50 000 000) FCFA, destiné au règlement des prestations des agences de notation.	50 000 000
Ministère des sports	« Cabinet du Ministre » en charge du Sport pour un montant de vingt cinq millions (25 000 000) FCFA, pour la prise en charge des frais déplacement de l'équipe nationale de Hand Ball du Sénégal en Corée.	25 000 000
Ministère des Forces Armées	« Institut des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité » pour un montant de onze millions six cent mille (11 600 000) FCFA, pour prendre en charge le financement du voyage d'étude de la première promotion du cours de formation en sécurité nationale du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS)	11 600 000
Ministère du Commerce	« Direction du commerce extérieur », destiné au renforcement des crédits de fonctionnement de ladite direction.	100 000 000
Présidence de la	« Secrétariat General Présidence République », pour un montant de cinq cent millions (500 000 000) FCFA, destiné au	500 000 000

Bénéficiaires	Objet	Montant
République	renforcement des crédits de fonctionnement dudit secrétariat	
Ministère des Forces Armées	« Centre Administratif de la Gendarmerie Nationale », pour un montant de deux cent millions (200 000 000) FCFA, destiné aux frais de formation des gambiens qui sont à l'école des sous-officiers de gendarmerie de Fatick ;	200 000 000
Ministère des Télécommunications	« Direction de la Communication », pour un montant de deux cent millions (200 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement de la Société sénégalaise de Presse et de Publications (Le Soleil).	200 000 000
Ministère du Commerce	« Foires et Expositions », pour un montant de deux cent quarante-trois millions (243 000 000) FCFA, pour prendre en charge le contrat de location du village du Sénégal à Moscou dans le cadre de la coupe du Monde 2018 ;	243 000 000
Présidence de la République	« Intendance des Palais de la Présidence de la République », pour un montant de cent millions (100 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement de ladite intendance.	100 000 000
Ministère des forces armées	« Centre Administratif de la Gendarmerie Nationale », pour un montant de soixante-quinze millions (75 000 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits dudit centre ;	75 000 000
Ministère du Commerce	« Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) », pour un montant de cent cinquante millions (150 000 000) FCFA, pour prendre en charge les activités du village du Sénégal à Moscou dans le cadre de la coupe du Monde 2018 ;	150 000 000
Ministère de la Fonction Publique	« Direction Gestion prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences », pour un montant de trois millions (3 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement de ladite direction.	3 000 000
Présidence de la République	« Bureau d'architecture de l'Inspection générale des Palais nationaux », pour un montant deux milliards soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-quatorze mille cinq cent trente (2 079 574 530) FCFA, destiné à des travaux de réhabilitation ;	2 079 574 530
Ministère des affaires étrangères	« Consulat Général du Sénégal à Djéddah », pour un montant de vingt millions (20 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement dudit consulat.	20 000 000
Ministère des infrastructures	Agence Nationale des Chemins de Fer pour prendre en charge les salaires des agents de l'ANCF et de Dakar Bamako Ferroviaire, pour la période couvrant les mois d'Avril à Juin 2018.	600 000 000
Ministère du Commerce	« Cellule d'intermédiation avec le secteur privé et le secteur informel », destiné au renforcement des crédits de ladite cellule.	50 000 000
Ministère du tourisme	« Cabinet » du Ministère en charge du Tourisme, destiné à la prise en charge des dépenses liées à la promotion de la destination Sénégal à l'occasion de la coupe du Monde de football Russie 2018.	500 000 000
Primature	« Fonds de sécurité », pour un montant de deux cent cinquante millions (250 000 000) FCFA, dans le cadre de la participation du Sénégal à la coupe du Monde 2018 en Russie;	250 000 000
Ministère de la Fonction Publique	« Direction de la Gestion prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences », pour un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de ladite direction;	15 000 000
Ministère des forces armées	« Direction Intendance », pour un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA, pour prendre en charge la confection de tenues au profit de l'Inspection Générale d'Etat (IGE).	15 000 000
Ministère du tourisme	« Cabinet » du Ministère en charge du Tourisme, destiné à la prise en charge des dépenses liées à la promotion de la destination Sénégal à l'occasion de la coupe du Monde de football Russie 2018.	300 000 000
Présidence de la République	Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide (DER), destiné à la prise en charge du complément de financement du plan de travail 2018 de ladite délégation	650 000 000
Ministère de la Santé	« Direction de l'Administration générale et de l'Equipelement », pour un montant d'un million cinq cent mille (1 500 000) FCFA;	1 500 000
Ministère de la Femme	« Cabinet du Ministre » en charge de la Femme, pour un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA ;	15 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Ambassade du Sénégal à Paris » destiné au renforcement des capacités opérationnelles et moyens d'action de ladite ambassade, notamment les dépenses liées à la prise en charge des autorités sénégalaises au niveau du salon d'honneur des aéroports de France.	30 000 000

ANNEXE 5 : Répartition des crédits globaux d'investissement exécutés à fin décembre 2018

Bénéficiaires	Objet	Montant
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Appui centre de politique pour le développement (CEPOD) » pour un montant de cent millions (100 000 000) FCFA, destiné à la prise en charge des dépenses de personnel des contractuels dudit centre.	30 000 000
Présidence de la République	« Appui au bureau organisation et méthode (BOM) » pour un montant de trente millions (30 000 000) FCFA, prendre en charge les salaires et les cotisations sociales des agents contractuels du bureau organisation et méthode de la Présidence de la République.	100 000 000
Ministère de l'intérieur	« Programme d'Urgence pour la Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) » pour un montant de cinq cent millions (500 000 000) FCFA pour prendre en charge le paiement partiel des ambulances acquises par ledit programme pour le compte de certaines collectivités locales.	500 000 000
Primature	« Appui suivi projets et programmes de la primature » pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA pour prendre en charge les dépenses de communication relatives aux performances économiques et sociales de notre pays liées à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE).	300 000 000
Ministère de la communication	«PROJET D'EQUIPEMENT DE LA RTS », pour un montant de cinq cent millions (500 000 000) FCFA pour prendre en charge les droits de retransmission au Sénégal de la coupe du monde de football 2018 en Russie	500 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Informatisation DGID (SIGTAS) » pour un montant de trois cent millions (300 000 000) de FCFA, pour prendre en charge la mise en œuvre de trois (3) applications prioritaires retenues à l'issue du Hackathon, notamment <i>e-taxe</i>	300 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Participations financières » pour assurer la prise en charge des actions supplémentaires attribuées au Sénégal par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) du groupe de la banque mondiale	250 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Appui suivi projets et programmes de la Primature », pour un montant de cinq cent millions (500 000 000) FCFA, destiné à la prise en charge de l'appui de l'Etat à l'organisation du pèlerinage à la Mecque, édition 2018 ;	500 000 000
Charges non réparties	« Programme de développement des intérêts économiques et sécuritaires du Sénégal », pour le compte du Cabinet Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Chargé du Budget, pour un montant de trois cent millions (300 000 000) FCFA	300 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Appui système national et planification (SNP) » pour une prise en charge partielle de la contrepartie de l'Etat au financement du Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP) au titre de l'année 2018	82 300 000
Ministère de l'élevage	« Projet d'appui au développement de la filière laitière », pour un montant de trois cent cinquante millions (350 000 000) FCFA, destiné aux opérations sauvegarde du bétail ;	350 000 000
Ministère de l'environnement	« Projet de gestion durable et participative des énergies renouvelables de substitution (PROGEDE II) », pour un montant de cent soixante-quatre millions (164 000 000) FCFA, destiné à la prise en charge des salaires et des cotisations sociales du personnel dudit projet;	164 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	Pour un montant de huit millions neuf cent quatre-vingt dix neuf mille neuf cent quatre-vingt quatorze (8 999 994) FCFA ;	8 999 994
	Pour un montant de seize millions (16 000 000) FCFA	16 000 000
	Pour un montant de vingt millions (20 000 000) FCFA	20 000 000
	Pour un montant de trente millions (30 000 000) FCFA	30 000 000
Primature	« Projet d'équipement des services de la Primature », pour prendre en charge le complément de crédits nécessaires pour un marché d'acquisition de véhicules de la Primature.	35 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Programme de communication / économie et finances » pour prendre en charge la vulgarisation des résultats de la première phase du Plan Sénégal Emergent (PSE) et préparer la seconde phase	500 000 000
Primature	Appui suivi projets et programmes de la Primature pour un montant de cent millions (100 000 000) FCFA, destiné aux collectivités locales, notamment celles de Diourbel pour l'appui au financement des activités des femmes	100 000 000
Ministère de l'élevage	« Programme de renforcement de la protection zoosanitaire » pour prendre en charge les dépenses liées à l'organisation de la réunion du comité paritaire de suivi de la transhumance transfrontalière entre la République du Sénégal et la République Islamique de Mauritanie prévue du 09 au 13 avril 2018 à Saint Louis	30 000 000
Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	« Plan sectoriel pilote: artisanat d'art » du Ministère en charge de l'Environnement pour un montant de vingt-trois millions neuf cent quarante-neuf mille neuf cent trente-sept (23 949 937) FCFA, pour prendre en charge de dépenses liquidées et non ordonnancées de la gestion 2017	23 949 937
Ministère de l'Environnement	Pour un montant de soixante deux millions six cent vingt neuf mille deux cent (62 629 200) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement des structures du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et prendre en charge les frais d'organisation de la conférence sur le développement durable	62 629 200
Ministre de l'Economie solidaire et de la Microfinance	« Plateforme d'appui au secteur privé (PLASEPRI: Volet Microfinance) », pour un montant de trente et un millions quatre cent quatre-vingt-deux mille cent quatre-vingt-dix (31 482 190) francs CFA pour prendre en charge des dépenses liquidées et non ordonnancées en 2017	31 482 190
Ministère de la justice	« Construction de la maison d'arrêt et de correction de Sébikotane », destiné à la mise en œuvre adéquate des activités dudit projet	411 000 000

Bénéficiaires	Objet	Montant
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Participations financières », pour prendre en charge les paiements de l'Etat du Sénégal au titre de l'augmentation du capital ordinaire de la Banque Africaine de Développement (AGC).	1 055 516 000
Ministère de la Femme	« Programme de renforcement des dynamiques locales (PRODES) », pour un montant de quatre-vingt-quinze millions (95 000 000) FCFA, pour prendre en charge les dépenses de personnel et celles liées au fonctionnement dudit programme	95 000 000
Présidence de la République	« Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) », ligne « 2711 », pour assurer le démarrage des activités de la 3 ^{ème} phase dudit programme dont la convention de financement a été signée le 19 octobre 2017 avec l'Agence Française de Développement (AFD).	150 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Participations financières », pour prendre en charge le complément de la contribution de l'Etat du Sénégal au titre de l'augmentation du capital ordinaire de la Banque Africaine de Développement (AGC).	562 663 072
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Etudes & prospection financement », pour assurer la couverture financière (achats de billets d'avion, frais de mission, etc.) des missions de prospection et de négociation de financement.	539 754 565
Ministère de la Fonction Publique	« Programme pilotage et gestion administrative », pour prendre en charge la couverture des dépenses liées au marché de formation du cabinet GSM.	14 750 000
Primature	« Bureau d'information gouvernemental », pour un montant de cinquante millions (50 000 000) FCFA, pour prendre en charge les dépenses liées aux activités dudit bureau; « Bureau prospective économique (BPE) », pour un montant de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, destiné au complément de crédits alloué audit bureau.	75 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Etudes & prospection financement », pour le remboursement des dépenses inéligibles effectuées sur les projets financés par la Banque Africaine de Développement (BAD).	500 000 000
Ministère de la Santé	« Projet d'appui au programme élargi de vaccination / optimisation de la logistique », pour prendre en charge la contribution du Sénégal en faveur de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), pour l'organisation de sa 68 ^{ème} session du comité régional.	322 785 900
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Participations financières », pour la souscription de 129 390 actions à la suite du relèvement du capital de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) de 10 000 000 000 FCFA à 15 000 000 000 FCFA.	1 300 000 000
Ministère de l'Industrie	« Fonds d'appui à la promotion de la petite et moyenne industrie », pour un montant de cinq cent millions (500 000 000) FCFA, pour renforcer les crédits de fonctionnement dudit fonds.	500 000 000
Ministère du Tourisme	« Cabinet » du Ministère en charge du Tourisme, destiné à la prise en charge des dépenses liées à la promotion de la destination Sénégal à l'occasion de la coupe du Monde de football Russie 2018.	300 000 000
Présidence de la République	« Programme d'appui aux services de la Présidence de la République », pour prendre en charge l'acquisition du véhicule de fonction du Ministre en charge des Infrastructures.	50 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Etudes & prospection financement », pour assurer la couverture financière (achats de billets d'avion, frais de mission, etc.) des missions de prospection et de négociation de financement.	620 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Programme de construction de logements sociaux », pour prendre en charge le paiement du reliquat du budget de la Matrice d'Actions Prioritaires (MAP) 2017 sur les inondations.	500 000 000
Ministère de la Gouvernance Territoriale	« Programme acte III de la décentralisation », pour un montant de deux cent cinquante millions (500 000 000) FCFA, pour appuyer les Mairies de Thiès et de Malicounda pour un montant de deux cent cinquante millions (250 000 000) FCFA chacune.	500 000 000
Charges non réparties	Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide (DER), destiné à la prise en charge du complément de financement du plan de travail 2018 de ladite délégation.	647 500 000
Ministère de la Santé	« Projet de mise en œuvre du plan conjoint de mitigation des risques / Etat / Partenaires Techniques et Financiers », pour un montant de huit millions cinq cent mille (8 500 000) FCFA, pour renforcer les crédits dudit projet.	8 500 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Programme de coordination des réformes financières budgétaires » pour un montant de douze millions (12 000 000) FCFA, destiné au renforcement des crédits dudit programme ;	12 000 000
Ministère de l'Economie, des Finances et Plan	« Informatisation DGID (SIGTAS) » pour un montant de treize millions deux cent seize mille (13 216 000) FCFA, pour la prise en charge d'une dépense liquidée et non ordonnancée en 2017.	13 216 000

ANNEXE 6 : Situation des conventions de financement signées au cours de l'année 2018

Bailleur	Signature	INTITULE	Montant en devises	Total F.CFA	PRET (en F.CFA)	SUB (en F.CFA)
AFD	02/02/2018	Appui budgétaire sectoriel Eau et Assainissement 2018-2021	41 000 000 EUR	26 894 237 000	26 238 280 000	655 957 000
AFD	30/03/2018	Aires marines protégées	5 000 000 EUR	3 279 785 000		3 279 785 000
AFD	05/07/2018	SMART GRID	52 650 000 EUR	34 536 136 050	29 911 639 200	4 362 114 050
AFD	06/11/2018	Projet de gestion intégrée des Inondations	15 000 000 EUR	9 839 355 000		9 839 355 000
AFD	09/07/2018	PACASEN	80 000 000 EUR	52 476 560 000	52 476 560 000	
BAD	02/10/2018	"Projet d'appui au Développement des Compétences des Jeunes dans les secteurs porteurs (PDCEJ)	14 000 000 XDR	11 200 000 000	11 200 000 000	
BAD	02/10/2018	Projet de Désenclavement des zones de production en appui au Programme national de Développement local (PDZP/PNDL)	20 000 000 XDR	16 000 000 000	16 000 000 000	
BAD	02/10/2018	Projet d'appui au Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC)	60 000 000 EUR	39 357 420 000	39 357 420 000	
BAD	02/10/2018	Projet de réhabilitation de la route Sénoba-Ziguinchor-Mpack et de Désenclavement des régions du Sud	110 000 000 EUR	72 155 270 000	55 756 345 000	16 398 925 000
BAD	17/12/2018	Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones péri-urbaines et rurales PAMACEL	36 320 000 EUR	23 824 358 240	23 824 358 240	
BAD	17/12/2018	Pont de Rosso (Don UE)	10 000 000 EUR	6 559 570 000		6 559 570 000
BADEA	03/12/2018	Projet de développement rural dans la région de Savoigne dans le bassin du Fleuve Sénégal	11 500 000 USD	6 325 000 000	6 325 000 000	
BID	16/01/2018	Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC)	60 000 000 USD	33 000 000 000	33 000 000 000	
BOAD	26/01/2018	Projet de Réhabilitation et d'Extension des périmètres irrigués de Podor	18 500 000 000 XOF	18 500 000 000	18 500 000 000	
BOAD	30/03/2018	Programme prioritaire de désenclavement PPD III	30 000 000 000 XOF	30 000 000 000	30 000 000 000	
BOAD	05/09/2018	Projet 500 abris provisoires - tranche 2	9 500 000 000 XOF	9 500 000 000	9 500 000 000	
BOAD	26/01/2018	Programme d'Entretien routier 2017-2019	30 000 000 000 XOF	30 000 000 000	30 000 000 000	
BPI (France)	16/11/2018	Pourriture et installation de 50 000 candélabres solaires autonomes sur le territoire du Sénégal	13 564 235 EUR	8 897 554 898	8 897 554 898	
EXIM CHINA	08/08/2018	SMART SENEGAL	150 000 000 USD	82 500 000 000	82 500 000 000	
EXIM INDIA	31/05/2018	Projet de réhabilitation du système sanitaire	24 500 000 USD	13 475 000 000	13 475 000 000 USD	
EXIM KOREA	23/05/2018	Projet de construction du centre national d'oncologie	85 500 000 USD	47 025 000 000	47 025 000 000	
FADD	05/03/2018	Projet d'électrification rurale par voie solaire	13 000 000 USD	7 150 000 000	7 150 000 000	
FED	30/03/2018	Programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest PCAO - Sénégal	9 000 000 EUR	5 903 613 000		5 903 613 000
FND	13/08/2018	Programme de Gestion du Littoral ouest africain (WACA Sénégal)	4 000 000 EUR	2 623 828 000		2 623 828 000
ICBC	20/03/2018	Construction et équipement de l'Université Sine Saloum El Hadj Ibrahima Niass USSEIN	39 020 852 EUR	25 596 001 238	25 596 001 238	

Bailleur	Signature	INTITULE	Montant en devises	Total F.CFA	PRET (en F.CFA)	SUB (en F.CFA)
IDA	19/03/2013	PROMOGED	3 000 000 USD	1 650 000 000	1 650 000 000	
IDA	29/08/2018	PEAMIR	107 500 000 EUR	70 515 377 500	70 515 377 500	
IDA	19/03/2018	Projet régional pour l'initiative d'appui à l'irrigation au Sahél - PARIIS	21 200 000 EUR	13 906 288 400	13 906 288 400	
IDA	09/07/2018	PACASEN	93 100 000 EUR	61 069 596 700	61 069 596 700	
IDA	21/04/2018	Projet WACA	24 100 000 EUR	15 808 563 700	15 808 563 700	
IDA	29/08/2018	FA PAQEEB	48 700 000 EUR	31 945 105 900	31 945 105 900	
IDA	29/08/2018	Projet SERP	24 400 000 EUR	16 005 350 800	16 005 350 800	
IDA	18/12/2018	PIPADHS	75 000 000 USD	41 250 000 000	41 250 000 000	
IDA	16/05/2018	SER Finance Carbone	78 000 USD	42 900 000		42 900 000
Italie	14/02/2018	Programme de Contraste à la Migration illégale à travers l'appui au secteur privé - PLASEPRI 2	13 000 000 EUR	8 527 441 000	8 527 441 000	
JAPON	22/03/2018	Projet d'aménagement de quais de pêche améliorés	1 308 000 000 JPY	6 540 000 000		6 540 000 000
KFW	28/06/2018	Extension de la Centrale solaire photovoltaïque de Diass	7 000 000 EUR	4 591 699 000		4 591 699 000
Luxembourg	24/09/2018	Santé et Protection sociale	26 000 000 EUR	17 054 882 000		17 054 882 000
Luxembourg	24/09/2018	Formation professionnelle et technique et Employabilité	26 000 000 EUR	17 054 882 000		17 054 882 000
Pays Bas	14/09/2018	Projet de dépollution Baie de Hann	20 000 000 EUR	13 119 140 000		13 119 140 000
Pays Bas	14/09/2018	Etudes de faisabilité pour le financement du projet d'appui à la filière de la pêche en Casamance	700 000 EUR	459 169 900		459 169 900
Pays Bas	14/09/2018	Projet de dépollution Baie de Hann	20 000 000 EUR	13 119 140 000		13 119 140 000
Pays Bas	14/09/2018	Etudes de faisabilité pour un projet d'électrification rurale en Casamance	700 000 EUR	459 169 900		459 169 900
RP Chine	21/07/2018	Réhabilitation 4 stades et assistance technique 7 stades et divers projets	300 000 000 CNY	24 000 000 000		24 000 000 000
RP Chine	06/02/2018	CUMA de l'UCAD et divers projets	300 000 000 CNY	24 000 000 000		24 000 000 000
SG (France)	02/02/2018	Construction de 18 ponts au Sénégal	48 364 113 EUR	31 724 778 471	31 724 778 471	
TOTAL				1 029 462 173 697	859 135 661 047	170 064 129 850